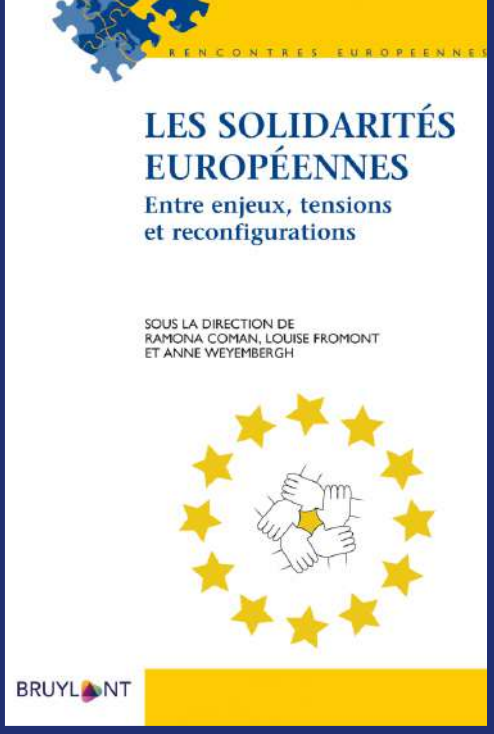
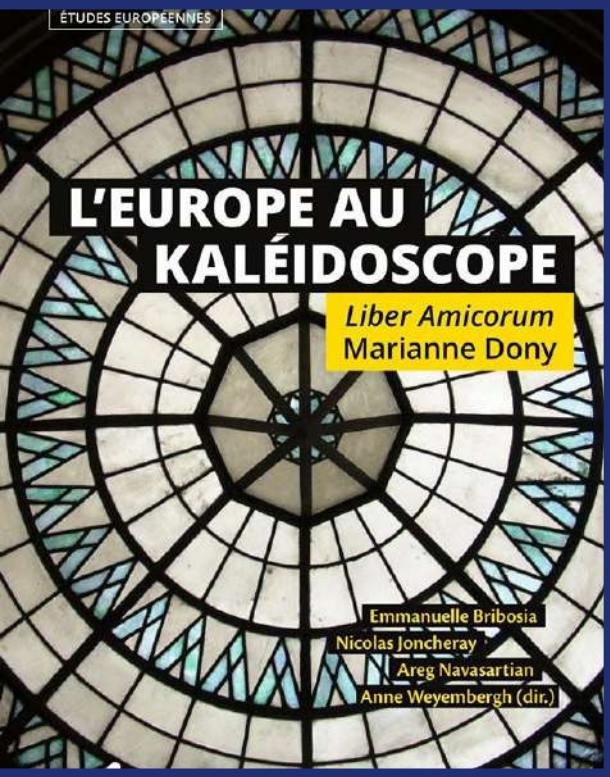




Centre de droit européen

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2018-2019

ULB d-e iee Faculté Droit & Criminologie

Université Libre de Bruxelles
Av. F. D. Roosevelt, 39
CP 172
1050 Bruxelles
https://cde.ulb.be

CENTRE DE DROIT EUROPEEN

Rapport d'activités
Année académique 2018-2019

FACULTE DE DROIT ET DE CRIMINOLOGIE

TABLE DES MATIERES

RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS 3

I. OUTILS SCIENTIFIQUES 5

1) BIBLIOTHEQUE(S) SPECIALISEE(S) (INDICATION DES MATIERES COUVERTES) 5
2) SITE INTERNET (SI CONTENU SCIENTIFIQUE) 5

II. REALISATIONS SCIENTIFIQUES DU CENTRE AU COURS DE L'ANNEE ACADEMIQUE ECOULEE 6

1) THESES DE DOCTORAT DEFENDUES 6
2) THESES DE DOCTORAT EN COURS 6
3) RECHERCHES COLLECTIVES (AVEC INDICATIONS DES PUBLICATIONS EVENTUELLES) 7
4) CONSULTATIONS ET FORMATIONS REALISEES AU NOM DU CENTRE 12
5) CYCLE(S) DE CONFERENCES OU DE SEMINAIRES (ORGANISE COLLECTIVEMENT PAR LE CENTRE) 15
6) ACCUEIL DE CHERCHEURS ET PROFESSEURS EXTERIEURS A L'ULB 18

III. ACTIVITES SCIENTIFIQUES INDIVIDUELLES DES MEMBRES DU CENTRE 19

1) LISTE DES PUBLICATIONS 19
2) PARTICIPATION A DES COLLOQUES ET CONFERENCES 24
3) COLLABORATIONS EXTERIEURES 31
4) REALISATIONS DIVERSES 33

IV. PROJETS SCIENTIFIQUES 37

1) OUVRAGES ET ARTICLES EN COURS DE PUBLICATION 37
2) PROJET(S) COLLECTIF(S) 38

RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

- **Organes dirigeants**
  Présidente : Marianne DONY
  Directrice : Emmanuelle BRIBOSIA

- **Personnel administratif**
  Françoise VAN DEN BROECK

- **Enseignant·e·s et chercheur·euse·s attaché·e·s au Centre** (+ETP)

a. <u>Sur budget de fonctionnement</u>

Emmanuelle BRIBOSIA, professeure – 1ETP
Marianne DONY, professeure ordinaire – 1ETP
Philippe DE BRUYCKER, professeur – 1 ETP
Anne WEYEMBERGH, professeure – 1 ETP
Nicolas JONCHERAY, assistant – 1 ETP

b. <u>Hors budget de fonctionnement</u>

Chloé BRIÈRE, post-doctorante (chargée de recherche F.R.S. – F.N.R.S.) – 1 ETP
Julia BURCHETT, doctorante (financement externe) – 1 ETP
François CATTEAU, stagiaire (novembre 2018 – mai 2019) puis PATGS (juin – août 2019) – 1 ETP
Céline COCQ, chercheuse boursière Erasmus Mundus – GEM Stones – 1 ETP
Lidwine CROSSET, PATGS, recherche *Refugee and Equality Law Clinic* – 1 ETP
Joseph DAMAMME, doctorant, boursier Mini ARC – 1 ETP
Louise FROMONT, doctorante FNRS – 0.5 ETP (co-direction centre Perelman)
Sarah GANTY, doctorante – 0.5 ETP (7-18 car LLM à Yale, co-tutelle centre Perelman)
Francisco MENA PARRAS, doctorant (depuis octobre 2015 sans financement)
Areg NAVASARTIAN HAVANI, PATGS, projet européen de recherche H2020, e-NACT – 1 ETP
Cécilia RIZCALLAH, doctorante FNRS – 0.5 ETP (co-tutelle USL)
Anthony RIZZO, doctorant, boursier Mini ARC – 1 ETP (sans financement depuis octobre 2018)
Elodie SELLIER, doctorante, boursière financement externe – 1 ETP (Stage à l'OTAN)
Irene WIECZOREK, post-doctorante FWA (Fondation Wiener Anspach) – 1 ETP (financement par l'Université de Cambridge)

- **Collaborateur·rice·s scientifiques/Chercheur·euse·s associé·e·s/Membres associé·e·s**
  (en fonction des statuts de chaque Centre)

  - **<u>Collaborateur·rice·s scientifiques</u>**
    Stéphanie BOSLY
    Pierluigi CONGEDO
    Serge DE BIOLLEY
    Kirstyn INGLIS
    Maubert MASANOMA MUANAMOSI
    François RENARD
    Catherine SMITS
    Laura SURANO

  - **<u>Chercheur·euse·s associé·e·s</u>**
    Moritz BAUMGÄRTEL
    Emmanuel SLAUTSKY
    Dorothea STAES
    Laura VAN DEN EYNDE

  - **<u>Membres associé·e·s</u>**
    Jean-François BELLIS
    Gilles DE KERCHOVE
    Carine DOUTRELEPONT
    Daniel DUMONT
    Laure LEVI
    Pierre-Marie LOUIS
    Martin MARTINEZ-NAVARRO
    Peter OLIVER
    Andrée PUTTEMANS
    François RENARD
    Isabelle RORIVE
    Katarina SZYCHOWSKA
    Olivier SPELTDOORN
    Anne VALLERY
    Sean VAN RAEPENBUSCH
    Arnaud VAN WAYENBERGE
    Denis WAELBROECK

I. OUTILS SCIENTIFIQUES

1) Bibliothèque(s) spécialisée(s) (indication des matières couvertes)

Le Centre dispose d'une bibliothèque spécialisée en droit de l'asile et de l'immigration qui est gérée par le réseau Odysseus.

2) Site Internet (si contenu scientifique)

Le Centre de droit européen dispose d'un site Internet régulièrement alimenté par les actualités et événements ainsi que d'une page Facebook : https://cde.ulb.be.

En outre les activités de recherche des Réseaux Eclan et Odysseus disposent de leur propre site Internet : http://eclan.eu/en et http://odysseus-network.eu. Les contenus disponibles sur ces deux sites sont détaillés plus bas (respectivement pp. 9 à 11 et pp. 11 à 12).

L'*Equality Law Clinic*, créée en 2014 par les Professeures Emmanuelle BRIBOSIA et Isabelle RORIVE (cfr. *infra*) dispose depuis le mois de septembre 2018, d'un nouveau site Internet, http://equalitylawclinic.ulb.be. Ce site reprend les différents axes de travail actuels de l'*Equality Law Clinic* (droit des personnes en situation de handicap, droits des personnes transgenres, droits reproductifs et droit à l'avortement et droit des étrangers). Il consacre également une page au projet pédagogique et sociétal *Refugee Law Clinic*, créé en 2016, dans un contexte de crise humanitaire de l'asile. Le site met également à disposition des internautes une liste de publications scientifiques des membres de l'équipe des cliniques, l'agenda des événements passés et à venir ainsi que témoignages d'étudiants et d'avocats qui ont participé à ces projets de cliniques juridiques.

II. REALISATIONS SCIENTIFIQUES DU CENTRE AU COURS DE L'ANNEE ACADEMIQUE ECOULEE

1) Thèses de doctorat défendues

- Damamme, Joseph, *La responsabilité de l'entreprise et l'inclusion professionnelle des personnes en situation de handicap,* Promotrices : Emmanuelle Bribosia (Université Libre de Bruxelles) et Isabelle Rorive (Université Libre de Bruxelles), thèse défendue publiquement le 27 février 2019.
- Ganty, Sarah, *Intégration choisie. Droit européen de l'intégration des non nationaux.ales : Typologies et analyses critiques*, Promotrices : Emmanuelle Bribosia (Université Libre de Bruxelles) et Isabelle Rorive (Université Libre de Bruxelles), thèse défendue publiquement le 7 février 2019.

2) Thèses de doctorat en cours

- Burchett, Julia, *La lutte contre la radicalisation dans l'Union européenne*, Co-promotrices : Constance Chevallier-Govers (Université de Grenoble) et Anne Weyembergh (Université Libre de Bruxelles).
- Cocq, Céline, *Mutual trust in the regional and interregional cooperation to counter terrorism: An analysis of EU and ASEAN approaches*, Co-promoteurs : Anne Weyembergh (Université Libre de Bruxelles) and Robert Roth (Université de Genève).
- Fromont, Louise, *La nouvelle gouvernance économique au sein de l'Union européenne à la suite de la crise économique et financière : quelles conséquences pour l'État de droit ?*, Promoteurs : Emmanuelle Bribosia (Université Libre de Bruxelles) et Arnaud Van Waeyenberge (Université Libre de Bruxelles).
- Joncheray, Nicolas, *La notion d'autonomie du droit de l'Union,* Promotrice : Marianne Dony (Université Libre de Bruxelles).
- Kameoka, Etsuko, *Legal Professional Privilege in Competition Law Enforcement in The European Union,* Promoteurs : Marianne Dony (Université Libre de Bruxelles) et Jean-François Bellis (Université Libre de Bruxelles).
- Leroux, Gaël, *L'impact des traités commerciaux de l'Union européenne sur la réglementation de l'économie numérique,* Promoteurs : Marianne Dony (Université Libre de Bruxelles) et Rostane Mehdi (dans le cadre d'une co-tutelle avec l'Université d'Aix-en-Provence).
- Leroy, Chloé, *Le manque d'effectivité du droit face aux comportements à caractère sexuel non sollicités dans l'espace public. Une analyse féministe des instruments juridiques et de leur mise en application*, Promotrices : Emmanuelle Bribosia (Université Libre de Bruxelles) et Isabelle Rorive (Université Libre de Bruxelles).

- Mena, Francisco, Javier, *Cour de Justice de l'Union européenne et marge nationale d'appréciation : le cas des droits fondamentaux*, Promoteurs : Emmanuelle Bribosia (Université Libre de Bruxelles) et Paul de Hert (Vrije Universiteit Brussel).
- Ricci, Chiara, *The Role of Criminal Law in the Enforcement of the EU's External Border Policy*, Promotrices : Katalin Ligeti (Université du Luxembourg) et Anne Weyembergh (Université Libre de Bruxelles).
- Rizcallah, Cécilia, *La confiance mutuelle : pierre angulaire de l'espace constitutionnel européen ? Analyse transversale et critique d'un principe fondamental du droit de l'Union européenne,* Promoteurs : Sébastien Van Drooghenbroeck (Université Saint-Louis) et Emmanuelle Bribosia (Université Libre de Bruxelles).
- Rizzo, Anthony, *Le volet financier de la lutte contre la criminalité et le terrorisme en droit de l'Union européenne et en droit belge : quelle place pour les droits fondamentaux en matière de confiscation et de gels d'avoirs ?*, Promotrice : Anne Weyembergh (Université Libre de Bruxelles).
- Schmeer, Laura, *European Commission Policy Entrepreneurship in the EU's AFSJ. A Case Study of the CEAS and the EPPO*, Co-promotrices : Anne Weyembergh (Université Libre de Bruxelles) et Ramona Coman (Université Libre de Bruxelles).
- Sellier, Élodie, *The internal and external dimensions of EU counterterrorism : Legal and policy implications of coherence since the Lisbon Treaty*, Promoteurs : Anne Weyembergh (Université Libre de Bruxelles) et Julien Jeandesboz (Université Libre de Bruxelles).

3) Recherches collectives (avec indications des publications éventuelles)

a. <u>Recherches sur fonds facultaires :</u>

Non applicable.

b. <u>Recherches sur fonds extérieurs</u>

- **Projet ARC (actions de recherche concertées)** ***Untangling the multiple categorizations of migrants. Intersectional Frameworks and Practices. Les catégorisations multiples des migrants. Pratiques et cadres intersectionnels*****,** dans le cadre du Centre de recherche transdisciplinaire «Migrations, Asile et Multiculturalité» (2018-2023).

Coordonné par Laurent Licata (Center for Social and Cultural Psychology – Faculté des sciences psychologiques et de l'éducation).

Promoteurs/ices : Emmanuelle Bribosia, (Centre de Droit Européen – Faculté de droit et de criminologie), Laura Calabrese (Centre de Recherche en Information et Communication – Faculté de Lettres, Traduction et Communication), Dirk Jacobs (Group for research on Ethnic Relations, Migration and Equality – Faculté de Philosophie et Sciences sociales), Isabelle Rorive (Centre Perelman de philosophie du droit – Faculté de Droit et de criminologie).

Depuis le début de la « crise des migrants » de 2015, les polémiques entourant l'arrivée de migrants sur le sol européen sont devenues de plus en plus prégnantes tant dans les discours politico-médiatiques que dans les conversations interpersonnelles. Les catégories sociales assignées à ces populations (migrants économiques, réfugiés, demandeurs d'asile, *boat people*, migrants en transit, sans papiers, illégaux, *etc.*) ont fait et continuent de faire l'objet de controverses révélatrices des clivages traversant les sociétés européennes actuelles, entre « gagnants » et « perdants » de la mondialisation, entre tendances à l'intégration de l'Autre et au repli sur soi (Kriesi *et al.*, 2006). Nécessaires simplifications du monde phénoménal, les catégories sociales sont au centre de processus de construction, de déconstruction, de contestation, de revendication et plus largement, de lutte de reconnaissance de la part des différents acteurs de la société. À travers un questionnement sur la place qu'occupent ces catégories sociales liées à la migration et leur circulation au sein de la société, ce projet s'intéresse à la manière dont elles se construisent et transitent entre les sphères politique, médiatique, juridique et sociale (représentations des individus ou des groupes). Il aborde également la perspective des cibles de ces catégorisations et pose non seulement la question de la réception et de la réaction face à ces assignations catégorielles par les minorités visées, mais aussi de la manière dont les instruments juridiques vont, ou non, prendre en considération ces individus, notamment au regard du principe de non-discrimination et plus largement, des droits humains. Entre assignation, exclusion, protection, stratégie et lutte identitaire, ce projet interdisciplinaire, comparatif et intégré analysera les trajectoires de vie des personnes récemment arrivées en Belgique, les réponses juridiques ancrées dans le principe d'égalité et de non-discrimination, les attitudes des groupes majoritaires et minoritaires et les discours médiatiques, politiques et ordinaires. Les méthodes utilisées seront mixtes : analyses quantitatives et qualitatives, analyse de discours, étude critique des sources juridiques et expérimentation.

- **Projet e-NACT (e-learning National Active Charter Training),** 2017-2019, JUST-AG-2016/JUST-AG-2016-04.

Projet coordonné par l'Institut universitaire de Florence, et dont la promotrice au sein du Centre est Emmanuelle Bribosia.

Projet financé par la Commission européenne (DG Justice) prévoyant une méthodologie de formation et des activités de formation qui, associées à l'expertise des formateurs impliqués, favorisent l'émergence et la consolidation d'une culture commune des droits fondamentaux. Le projet, coordonné par l'*European University Institute* et impliquant plusieurs universités et instituts européens, vise à fournir des activités et des outils de formation dans des domaines d'importance cruciale pour l'application de la Charte des droits fondamentaux de l'UE (asile et migration, protection des données, droits de l'enfant, droits sociaux dans le domaine de l'emploi, et liberté d'expression). Son principal objectif est d'aider les juristes nationaux à se familiariser avec l'application de la Charte. L'équipe de l'Université libre de Bruxelles, qui est également composée de Louise Fromont et d'Areg Navasartian, est chargée d'organiser la formation relative aux droits sociaux dans le domaine de l'emploi.

- **EUROPEAN CRIMINAL LAW ACADEMIC NETWORK (voir site http://eclan.eu/en)**

Coordination : Anne Weyembergh (Université Libre de Bruxelles), Katalin Ligeti (Université du Luxembourg) et Valsamis Mitsilegas (Queen Mary University of London).

Le réseau ECLAN a été créé par Anne Weyembergh et Serge de Biolley en 2004. Ses activités ont été lancées le 1er décembre 2004.

Au sein du CDE, une équipe de plusieurs personnes s'occupe de la gestion du réseau, sous la direction d'Anne Weyembergh. Elle inclut Chloé Brière (post-doctorante), Julia Burchett et Céline Cocq (doctorantes), François Catteau (stagiaire en convention d'immersion professionnelle puis chercheur), et des stagiaires étudiants à temps partiel (12 heures / semaine : Alessandra Nuzzo entre novembre et décembre 2018, Sébastien Mbala entre février et mars 2019, Sofia Briganty Gonzales entre mars et avril 2019).

Le réseau couvre 32 États, soit les 28 États membres de l'Union européenne, ainsi que 4 États tiers (la Suisse, la Norvège, l'Islande et la Bosnie-Herzégovine) avec lesquels l'Union entretient des rapports étroits en matière policière et judiciaire pénale. Il regroupe plus de 150 professeurs et chercheurs spécialisés en droit pénal européen.

Le réseau a principalement pour objectif de favoriser la recherche scientifique et de renforcer les synergies entre les universités, académiques et scientifiques, par l'organisation de conférences ou colloques internationaux et par la publication d'ouvrages collectifs. Il vise aussi à développer l'enseignement et la formation dans le secteur du droit pénal de l'Union européenne. Il entend fluidifier les contacts et les échanges entre le « monde universitaire » et les institutions européennes. Le réseau met ainsi à disposition de celles-ci (et en particulier de la Commission) l'expertise de ses membres.

Au cours de l'année académique 2018-2019, le réseau ECLAN a organisé les activités suivantes :

- Son séminaire doctoral annuel, qui s'est tenu cette année à la Faculté de Droit, Économie et Finance de l'Université de Luxembourg les 24 et 25 janvier 2019.

Le thème du séminaire était *25 Years after Maastricht: Achievements, Failures and Challenges of the EU Criminal Justice Area*.

20 doctorants en provenance d'universités européennes ont présenté leurs recherches doctorales, et ont pu bénéficier de commentaires et suggestions par les membres d'ECLAN (Prof. P. Caeiro, Prof. R. Kert, Prof. K. Ligeti, Prof. V. Mitsilegas, Prof. G. Svedas et Prof. A. Weyembergh). Ils ont également pu assister à une *guest lecture* donnée par Monsieur le juge François Biltgen, juge à la Cour de justice de l'Union européenne, portant sur la *Confiance mutuelle et reconnaissance mutuelle en la matière du mandat d'arrêt européen. De la théorie à la pratique: jurisprudence récente de la CJUE.*

- Sa conférence annuelle, qui s'est tenue cette année à Bruxelles les 25 et 26 avril 2019, et qui a porté sur le Brexit et l'espace pénal européen *(« Brexit and the EU Area of Criminal Justice »*).

Quelles sont les perspectives futures concernant la police et la coopération judiciaire ?

Sur quels mécanismes seront basés la collaboration entre le Royaume-Uni et l'Union européenne concernant le rassemblement de pièces à conviction et l'extradition des suspects ?

Quelle est l'opinion de travailleurs du service public anglais, de travailleurs d'Europol, de travailleurs d'Eurojust et d'académiques sur les impacts concrets du Brexit sur la loi pénale européenne ?

Est-ce que le Brexit va vraiment être réalisé ?

Beaucoup de questionnements furent abordés et débattus dans le prestigieux auditorium du Ministère de la Justice belge.

Un résumé de la conférence est disponible ici sur le blog de l'Institut d'Études Européennes.

- Son école d'été annuelle – Bruxelles (Belgique), 1er au 5 juillet 2019 (*cfr. infra*).

- Le co-patronage et la collaboration à la revue scientifique spécialisée *New Journal of European Criminal Law* (SAGE) (*voy.* volume 9 pour l'année 2018 et volume 10 pour l'année 2019).

- La publication de ses deux *newsletters* annuelles en janvier et août 2019.

- L'actualisation de son site Internet, comprenant diverses bases de données (actes officiels de l'Union, jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, événements portant sur le droit pénal européen, *etc.*).

- Publication d'une série d'ouvrages dans le cadre de la série « Hart Series in European Criminal Law », tels que :
  - K. Ligeti et V. Franssen (eds.), *Challenges in the Field of Economic and Financial Crime in Europe and the US,* Hart publishing, 2019, 312 p.
  - K. Ligeti et M. Simonato (eds.), *Chasing Criminal Money. Challenges and Perspectives on Asset Recovery in the EU,* Hart Publishing, 2019, 400 p.
  - L. Mancano, *The European Union and Deprivation of Liberty: A Legislative and Judicial Analysis from the Perspective of the Individual,* Hart Publishing, 2019, 208 p.
  - A. Di Martino, L. Mancano et V. Mitsilegas (eds.), *The Court of Justice and European Criminal Law. Leading cases in a contextual analysis*, Oxford, Hart Publishing, 2019, 496 p.

- **Le Réseau académique d'études juridiques sur l'immigration et l'asile en Europe ODYSSEUS (voir site http://odysseus-network.eu)**

  Créé en 1999 avec l'appui financier de la Commission européenne, le réseau Odysseus est coordonné par son fondateur, Philippe De Bruycker, professeur au Centre de droit européen et à l'Institut d'Études européennes ainsi que Lilian Tsourdi. Le Réseau Odysseus a pour vocation d'offrir une expertise sur le droit de l'Union relatif aux frontières, aux visas, à l'immigration et à l'asile ainsi que sur le droit interne des États membres dans ces matières. L'objectif est de fournir aux universitaires, aux décideurs politiques, aux praticiens et aux ONG une information juridique de qualité dans une perspective européenne. Odysseus regroupe plus de 50 membres experts provenant de chacun des États membres de l'Union européenne ainsi que de la Norvège, de l'Islande, de la Suisse et de la Turquie.

  Activités du réseau : Le Réseau Odysseus a coordonné des projets de recherche sur la directive européenne relative au retour, les alternatives à la détention et une étude comparative sur la transposition de dix directives européennes par les États membres. Le réseau a également produit nombre de publications sur des sujets tels que la vulnérabilité en droit européen de l'asile, la protection subsidiaire et la libre circulation des personnes dans l'Union européenne.

Chaque année, le réseau Odysseus organise à Bruxelles une **université d'été** sur le droit et la politique européenne en matière d'immigration et d'asile (*cfr. infra*).

Le réseau Odysseus coordonne également **un réseau Jean Monnet OMNIA (Odysseus Monnet Network on Immigration & Asylum)** depuis 2015, et Philippe de Bruycker en est le coordinateur scientifique. Le site Internet du réseau est disponible ici : http://odysseus-network.eu/omnia-project-overview/. Ce projet OMNIA est financé par le programme Jean Monnet de la Commission européenne. OMNIA (2015-2019) a pour objectif de renforcer les liens entre les experts en droit européen de l'immigration et de l'asile au moyen des activités suivantes :

- **Un blog** (http://eumigrationlawblog.eu) alimenté par des articles rédigés par des membres du réseau Odysseus et d'autres experts sur l'actualité juridique et politique en matière d'immigration et d'asile.
- **Des bases de données :** plusieurs bases de données interactives visent à fournir des informations en ligne sur les publications et les thèses de doctorat en matière de droit européen de l'immigration et de l'asile en Europe. Ces bases de données sont gérées par l'équipe de coordination Odysseus et **complétées par les personnes intéressées.** La soumission est entièrement gratuite et peut être effectuée en quelques minutes. Pour ajouter une publication voir : http://odysseus-network.eu/catalogues/publications et pour ajouter un projet de doctorat voir : http://odysseus-network.eu/catalogues/phd-researches
- **Des modules de formations à distance** en droit européen de l'immigration et de l'asile. En outre, des conférences annuelles sont organisées pour discuter et analyser les développements juridiques et politiques de l'année écoulée en matière d'immigration et d'asile.

4) Consultations et formations réalisées au nom du Centre

- **École d'été sur l'espace pénal européen (co-organisée par l'Institut d'Études Européennes et le réseau ECLAN)**, coordonnée par Prof. Anne Weyembergh et dont la 16ème édition s'est tenue du 1er au 5 juillet 2019.

Plus d'informations sur le site de l'école d'été : http://www.summerschool-ulb-criminaljustice.eu

Au cours de cette 16ème édition, les 30 participants ont acquis une connaissance approfondie du droit pénal européen. Comme chaque année, les cours, donnés en anglais, ont été à la fois théoriques et pratiques. Ils ont été donnés par des académiques, pour la plupart membres du réseau ECLAN, des experts nationaux et des officiels européens qui ont une pratique quotidienne des instruments européens en matière de coopération policière et judiciaire en matière pénale. L'école d'été est tout particulièrement destinée aux praticiens de ce secteur, aux fonctionnaires nationaux et européens ainsi qu'aux chercheurs et étudiants intéressés.

Après une introduction générale, le programme de la 16ème édition a principalement couvert les sujets suivants (en anglais) :

- Introduction (history, institutional framework) and decision making in EU Criminal Law.
- Judicial cooperation and mutual recognition instruments : general introduction and focus on specific instruments and issues (European Arrest Warrant, European Investigation Order, freezing orders and confiscation orders ; *ne bis in idem* and conflicts of jurisdiction).
- Approximation of substantive and procedural criminal law
- Judicial control and the case-law of the Court of Justice of the European Union.
- Actors of the EU area of criminal justice : Europol, Eurojust, European Judicial Network, the EU Anti-Fraud Office (OLAF) and the European Public Prosecutor's Office (EPPO).
- Police cooperation; data protection and external relations in criminal matters.

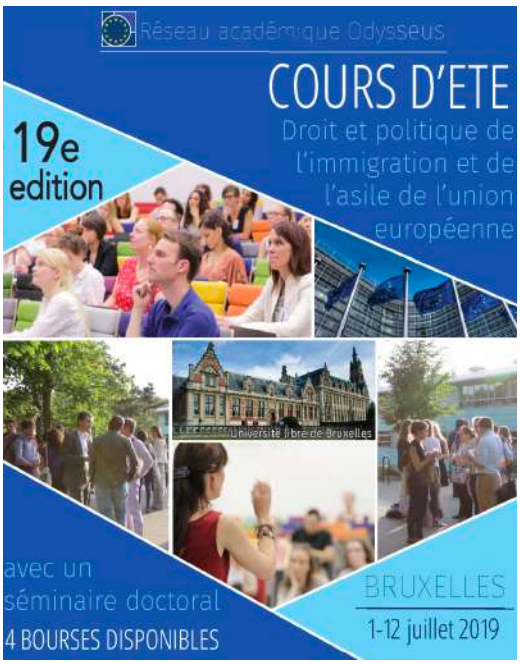
Dans ce cadre, les participants ont eu l'occasion de prendre part à une conférence, ouverte à tous, portant sur le sujet *Challenges for the EU Area of Criminal Justice after the European Elections* (orateurs : Fabien Le Bot (Commission européenne, DG Justice), Daniel Flore (SPF Justice) et Emilio de Capitani (activiste et ancien secrétaire de la Commission JAI du Parlement européen).

À l'issue du programme, tous les participants ont reçu un certificat de participation. Ceux ayant réussi l'examen final ont obtenu trois crédits ECTS.

La participation au programme a permis aux avocats inscrits à l'Ordre des Barreaux Francophones et Germanophones de Belgique de faire valoir 30 points à leur programme annuel de formation.

- **Cours d'été « Droit et politique de l'immigration et de l'asile de l'Union européenne », (co-organisée par l'Institut d'Études Européennes et le réseau Odysseus)**, coordonné par Prof. Philippe de Bruycker, dont la 19ème édition s'est tenue du 1er au 12 juillet 2019

Plus d'informations sur le site du réseau Odysseus.



Ce cours d'été a été conçu en vue de fournir aux participants une compréhension globale des politiques d'immigration et d'asile de l'Union d'un point de vue juridique. Les enseignements ont été dispensés séparément en français et en anglais de manière à permettre aux participants de suivre les cours dans une de ces deux langues, selon leur choix.

Par ailleurs, un système de bourses de soutien pour réfugiés a été créée dans l'objectif d'offrir à environ 10 réfugiés la possibilité de suivre ces cours d'été. Cette initiative visait à fournir à un certain nombre de réfugiés la possibilité d'acquérir des connaissances en droit européen de l'immigration et de l'asile. Elle entend aider les réfugiés à s'intégrer en Europe, notamment en leur permettant de s'engager avec des universitaires européens et de poursuivre leurs études, qui peuvent avoir été interrompues en raison du départ forcé de leur pays d'origine. Grâce à une campagne de crowdfunding, Odysseus espère pouvoir financer, comme l'an dernier, la participation d'une dizaine de participants ayant un statut de réfugié ou de protection subsidiaire en Europe.

Au cours de cette université d'été, un **séminaire doctoral** est organisé. Il offre à un groupe de doctorants l'occasion de présenter individuellement leur projet de thèse et de bénéficier de l'avis critique d'un panel composé de membres du Réseau Odysseus. Douze doctorants ont présenté leur sujet de thèse en 2019 :

1. Fair sharing in the international refugee regime : (for) what it's worth.
2. The role and meaning of sufficient ressources conditions in EU Migration Law.
3. Asylum Policies in the European Union ? The Role of Street-Level Bureaucrats in the implementation of the Common European Asylum System.
4. La rétention des migrants au regard des droits européens.
5. Refugee-led organisations in Europe.
6. La migration environnementale à la recherche d'un équilibre entre justice environnementale et justice migratoire.
7. Crises de l'Euro et de Schengen : récits politiques conflictuels ou consensuels.
8. Undesirable – but unreturnable – striking the balance between the rights of migrants and national security.
9. The right to asylum and subsidiary protection and the impact on national and European security : new constitutional challenges.
10. Family reunification of Turkish migrants in Belgium and the Netherlands – A comparative study of legal consciousness of Turkish migrants in Belgium and the Netherlands.

11. Refugee resettlement in the European Union : Lessons to be learned from a comparative analysis with the United States.
12. To protect, tolerate or expel ? International protection obligations towards migrants with psychological disabilities facing removal.

Enfin, toujours au cours de cette université d'été, des **soirées-débats** ont été organisées sur diverses questions d'actualité en présence de praticiens, notamment : *EU and Member States' migration policy in Central Mediterranean as atrocious crimes : From refoulement by proxy to crime against humanity ?* par les avocats Omer Shatz et Juan Branco ainsi qu'un cocktail de **réseautage** avec des professionnels de l'immigration et de l'asile (UNHCR, ECRE, OXFAM, EMN, *etc.*).

5) Cycle(s) de conférences ou de séminaires (organisé collectivement par le Centre)

o Séminaires internes du Centre de droit européen

Sur une base mensuelle, le Centre organise des séminaires internes tout au long de l'année, sur l'heure de midi, réunissant l'ensemble de ses membres et, le cas échéant, quelques invités extérieurs. Le principe est de consacrer une demi-heure aux discussions relatives aux activités collectives. Ensuite, un membre du Centre présente un article ou un volet de sa recherche et les membres présents discutent la présentation effectuée.

○ Cycle de conférences « *les Apéros du Droit européen* »

• Le Centre de droit européen a organisé, en collaboration avec la Fondation Wiener Anspach, un apéro du droit européen portant sur ***National Differences in Detention Conditions as an Obstacle to Mutual Recognition***, qui s'est tenu le 21 février 2019 à l'Institut d'Études Européennes.

Présidé par Dr. Irene Wieczorek (Université Libre de Bruxelles et Université de Cambridge), l'événement a été l'occasion de présentations et discussions par Prof. Anne Weyembergh et Élodie Sellier (professeure et doctorante au Centre de Droit Européen), Kasper Van Der Schaft (Procureur, au sein du Amsterdam International Centre for Legal Assistance) et Prof. Nicky Padfield (professeure à l'Université de Cambridge).

- Le Centre de droit européen a organisé en collaboration avec le réseau Odysseus un apéro du droit européen portant sur ***Strategic Litigation for Upholding Migrant Rights the Case of Pullbacks in the Mediterranean before the European Court of Human Rights,*** qui s'est tenu le 24 avril 2019 à l'Institut d'Études Européennes.

Cet événement a été organisé sous l'impulsion de Chiara Bertozzi et Silvia Carta étudiantes au sein du Master de spécialisation en droit européen. La professeure Emmanuelle Bribosia a coordonné et modéré le débat. Le séminaire était une occasion d'explorer le rôle du contentieux stratégique devant les Cours supranationales européennes ainsi que son potentiel à augmenter l'effectivité du système européen des droits fondamentaux, en particulier au regard de la protection des droits des migrants et des réfugiés.

Le séminaire – qui s'est donné en anglais – a commencé par une vidéo de l'intervention de Dr. Violeta Moreno Lax (Queen Mary of London), qui a présenté une affaire ayant récemment été déposée devant la Cour européenne des droits de l'Homme contre l'Italie au sujet de sa coordination des retraits des gardes-côtes libyens entraînant la mort et des abus de migrants. La requête a été déposée par the Global Legal Action Network, the Italian Association for Juridical Studies on Immigration et Yale Law School's Lowenstein International Human Rights Clinic. Leur soumission s'appuyait sur des preuves compilées par le Forensic Oceanography, qui fait partie de l'agence Forensic Architecture basée à Goldsmiths (University of London), qui a produit une reconstitution détaillée de l'incident et des politiques qui y ont contribué.

Dr. Moritz Baumgärtel (University of Utrecht) a analyse le rôle du contentieux stratégique comme un outil permettant d'influer sur l'élaboration des politiques et de rendre les États responsables du contournement et de la violation de leurs obligations en matière de droits humains, à la lumière de sa récente recherche sur le rôle des Cours supranationales européennes dans la protection des droits des migrants vulnérables. À l'aide de l'exemple de l'affaire emblématique Hirsi Jamaa c. Italie de la Cour européenne des droits de l'Homme, le Dr. Baumgärtel a expliqué comment on peut évaluer l'impact et l'efficacité d'un jugement. Il a particulièrement souligné l'importance de trois éléments : l'impact de l'affaire d'un point de vue juridique, l'impact pratique sur les deux parties à l'affaire et ce qu'a été l'impact plus large du jugement.

Fabiane Baxewanos (l'Agence des Nations-Unies pour les réfugiés – UNHCR) a présenté le rôle de l'Agence des Nations-Unies pour les réfugiés dans l'appui aux litiges stratégiques et les méthodes qui peuvent être utilisées pour obtenir un impact efficace. Au niveau européen, l'UNHCR s'engage non seulement auprès des tribunaux supranationaux mais aussi auprès des tribunaux nationaux, tant par des interventions de tiers que par des déclarations publiques. Madame Baxewanos a expliqué que l'UNHCR s'engage à soutenir les litiges selon une série de priorités stratégiques et lorsqu'il est déterminé que son intervention constitue une valeur ajoutée au litige.

- Le Centre de droit européen a organisé en collaboration avec le réseau ECLAN un apéro du droit européen portant sur ***Challenges for the EU Area of Criminal Justice after the European Elections,*** qui s'est tenu le 3 juillet 2019 à l'Institut d'Études Européennes.

Les trois intervenants, Fabien le Bot (Commission européenne, DG Justice), Daniel Flore (SPF Justice) et Emilio de Capitani (activiste et ancien secrétaire de la Commission Justice et Affaires Intérieures du Parlement européen) discuté des futures priorités et chantiers à mettre en œuvre au sein de l'espace pénal européen.

o Les Mardis du droit de la concurrence

Le Centre de droit européen organise également un cycle de conférence annuel portant sur le droit de la concurrence. Au cours de l'année académique 2018-2019, les séances suivantes se sont tenues :

- 16 octobre 2018, *Souvernirs d'un juge et d'un avocat général à la Cour de Justice : de la concurrence, des aides d'État et de bien d'autres choses,* Melchior Wathelet, Premier avocat général à la Cour de Justice de l'Union européenne.
- 13 novembre 2018, *Recent developments on abuse of dominance (Qualcomm, Google (Android), MEO…),* Dr. Assimakis Komninos, Partner, White & Case.

- 11 décembre 2018, *Le droit de la concurrence et les sports,* Julien Zylberstein, Senior Legal Counsel, UEFA.
- 15 janvier 2019, *Recent developments in merger control,* Carles Esteva Mosso, Acting Deputy Director-General, DG COMP.
- 12 février 2019, *Jurisprudence récente en matière de cartels,* Fernando Castillo della Torre, Service juridique, Commission Européenne.
- 12 mars 2019, *Recent developments in State aid policy,* Dr. Penelope Papandropoulos, Coordinatrice aides d'État – cheffe de l'équipe d'économistes, DG COMP.
- 2 avril 2019, *Competition law post-Brexit,* Nicola Pesaresi, Chef d'unité et conseiller diplomatique adjoint au sein du groupe de travail pour les négociations avec le Royaume-Uni, DG COMP.
- 14 mai 2019, *Competition Policy for the digital era,* Nicolas Petit, Professeur à l'Université de Liège et professeur chercheur à l'University of South Australia.

o New Approaches to the History of European Union Law

En 2018-2019, le Centre de droit européen a également inauguré un cycle exceptionnel de conférences intitulé *New approaches to the History of European Union Law*. Trois événements ont eu lieu :

- 7 mars 2019, *An Introduction to the History of EU Law : The State of the Art of a Novel Research Field*, Morten Rasmussen, Saxo Institute, Université de Copenhague.
- 11 avril 2019, *The Belgian Judges in the early history of the European Court of Justice (1951-1973)*, Vera Fritz, Chercheuse associée à l'Université de Luxembourg.
- 23 mai 2019, *The Contribution of Dutch Social-Democracy to European Competition Law : Pieter Verloren van Themaat, DG Competition of the European Commission (1958-1965)*, Karin van Leeuwen, Professeure assistante à Université de Maastricht.

6) Accueil de chercheurs et professeurs extérieurs à l'ULB

a. Chercheurs visiteurs

En 2018-2019, le Centre de droit européen a accueilli les chercheurs visiteurs suivants :

- Rosa Gaia Grassia (Universita degli studi della Campania « Luigi Vanvitelli », Naples, Italie), août 2018 – octobre 2018.
- Alessio De Pascali (Sant'Anna School of Advanced Studies, Pise, Italie), novembre 2018 – avril 2019.
- Francesca Gallelli (Middlesex University, Londres, Royaume-Uni), janvier 2019 – janvier 2020.

b. Professeurs invités

Non applicable.

III. ACTIVITES SCIENTIFIQUES INDIVIDUELLES DES MEMBRES DU CENTRE

1) Liste des publications

i. Ouvrages publiés à titre de seul auteur

Dony, M., *Aides d'État,* Répertoire pratique du droit belge, Larcier, 2019.

ii. Ouvrages édités à titre de seul éditeur

Non applicable.

iii. Ouvrages publiés en collaboration

- Bribosia, E., Joncheray, N., Navasartian, A. et Weyembergh, A. (sous la dir.), *L'Europe au kaléïdoscope. Liber Amicorum Marianne Dony*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2019, 510 p.

- Bribosia, E., Rea, A., Rorive, I. et Sredanovic, D. (eds.), *Governing Diversity. Migrants Integration and Multiculturalism in North America and in Europe,* Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2018, 264 p, incluant les contributions suivantes par les membres du Centre :
  - Bribosia, E., Rea, A., Rorive, I. et Sredanovic, D. , « Introduction », pp. 7-23.
  - Bribosia, E. et Rorive, I, « Are Equality and Non-Discrimination Double-sided Argument in the Intercultural Dialogue in Europe ? », pp. 121-140.

- Bribosia, E. et Rorive, I. (eds.), *Human Rights Tectonics. Global Perspectives on Integration and Fragmentation,* Cambridge, Intersentia, 2018, 332 p., incluant les contributions suivantes par les membres du Centre :
  - Bribosia, E. et Rorive, I., « Introduction to Human Rights tectonics », pp. xxi-xxxiii.
  - Bribosia, E. et Rorive, I., « Why a Global Approach to Non-Discrimination Law Matters : Struggling with the 'conscience' of companies », pp. 111-140.

- Brière, C. et Weyembergh, A. (eds.), *The Needed Balances of EU Criminal Law : Past, Present and Future*, Oxford, Hart Publishing, 2018, 452 p., incluant les contributions suivantes par les membres du Centre :
  - Brière, C. et Weyembergh, A., « Introduction: About ECLAN and the Balances that Need to be Struck in EU Criminal Law », pp. 19-32.
  - Wieczorek, I., « The Principle of Subsidiarity in EU Criminal Law », pp. 71-106.
  - Armada, I., Brière, C. et Weyembergh, A., « The Cooperation between Police and Justice at EU Level : the Case of Joint Investigation Teams », pp. 355-382.

- Coman, R., Fromont, L. et Weyembergh, A. (sous la dir.), *Les solidarités européennes. Entre enjeux, tensions et reconfigurations,* Bruxelles, Larcier, 2019, 436 p., incluant les contributions suivantes par les membres du Centre :
    - Coman, R., Fromont, L. et Weyembergh, A., « Introduction : les solidarités européennes, entre enjeux, tensions et reconfigurations », pp. 7-32.
    - Fromont, L., « La nouvelle gouvernance économique européenne : vers une conception renouvelée de la solidarité ? », pp. 191-226.
    - Rizcallah, C. et Weyembergh, A., « Quelle place pour la solidarité en droit pénal européen ? », pp. 63-83.
    - Creta, I. et Wieczorek, I., « Les individus en tant que bénéficiaires indirects de la solidarité interétatique ? Étude normes européennes sur le transferèment de délinquants », pp 85-118.

- Dewaele, J.-M., Grevi, G., Ponjaert, F. et Weyembergh, A., (eds.), *Rethinking the European Union and its global role from the 20th to the 21st century, Liber Amicorum Mario Telo*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2019, 310 p., incluant les contributions suivantes par les membres du Centre :
    - Dony, M., « The Governance of the Union and the Merging of the Roles of President of the European Council and of the European Commission », pp. 127-138.

- Kuty, F. et Weyembergh, A. (sous la coord.), *La science pénale dans tous ses états, Liber Amicorum Patrick Mandoux et Marc Preumont*, Bruxelles, Larcier, 2019, 680 p.
    - Weyembergh, A., « Conséquences du Brexit pour la coopération policière et judiciaire en matière pénale dans l'Union européenne », pp. 605-628.

- Telo, M. et Weyembergh, A. (eds.), *The Supranational at Stake? The EU's External Competences caught between Complexity and Fragmentation*, Routledge, 2019, forthcoming, incluant les contributions suivantes par les membres du Centre :
    - Brière, C., « Externalising the policy against trafficking in human beings: when supranationalism meet its limits », forthcoming.
    - Cocq, C., « Finding a Path through a Multi-headed Interregional Relationship: The EU's action vis-à-vis the ASEAN region in criminal matters », forthcoming.
    - Dony, M., « The EU's legal framework and the limits of its external environment regulatory influence », forthcoming.
    - Ponjaert, F., Telo, M. et Weyembergh, A., « Various and flexible forms of governance beyond the State: resilience and adaptation of European supranationality in the face of complexity and change », forthcoming.
    - Telo, M. et Weyembergh, A., « Supranationality and sovereignty of increasing complexity and fragmentation », forthcoming.

iv. Parties d'ouvrages collectifs

- Bertmans, K. et Weyembergh, A., « Source criticism » *in* E.O. Atikcan, J.-F. Morin et C. Olsson (eds.), *Textbook on Research Methods*, Routledge, 2019, forthcoming.
- Bribosia, E. et Rorive, I., « The Enforcement and Effectiveness of Anti-Discrimination Law in Belgium » *in* M. Mercat-Bruns, D. Oppenheimer et C. Sartorius (eds.), *Comparative Perspectives on the Enforcement and Effectiveness of Anti-Discrimination Law. Challenges and Inovative Tools*, Ius Comparatum – Global Studies in Comparative Law, vol. 28, Springer Publishing, 2018, pp. 43-62.
- Bribosia, E. et Rorive, I., « Seeking to square the circle: A sustainable conscious objection in reproductive healthcare » *in* S. Mancini et M. Rosenfeld (eds.), *Conscience Wars*, Cambridge University Press, 2018, chap. 15, pp. 392-413.
- Bribosia, E. et Rorive, I., « Human rights integration in action : making equality law work for trans people in Belgium » *in* E. Brems (dir.), *Fragmentation and Integration in Human Rights Law : Users' Perspectives,* Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 2018, pp. 111-138.
- Bribosia, E. et Rorive, I., « L'Equality Law Clinic aux prises avec les droits bafoués des personnes trans* en Belgique » *in* N. Chetcuti-Osorovitz, V. Gemis, D. Paternotte, V. Piette et C. Sagesser (eds.), *Striges en tous genres,* Coll. Sextant, n°35, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2018, pp. 22-36.
- Brière, C., « Cooperation of Europol and Eurojust with external partners in the fight against crime: a legal appraisal » *in* M. Chamon, H. Hofmann et E. Vos (eds.), *The External Dimension of EU Agencies and Bodies,* Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 2019, pp. 59-77.
- Brière, C. et Weyembergh A., « Relations between the EPPO and Eurojust – Still a Privileged Partnership ? », *in* L. Erkelens, P. Geelhoed et A. Meij, (eds.), *Shifting Perspectives on the European Public Prosecutor's Office*, Asser Press, Springer Verlag, 2018, pp. 171-186.
- Brière, C. et Weyembergh A., « EU Criminal Law » *in* A. Ripoll et F. Trauner (eds.), *The Routledge Handbook of Justice and Home Affairs Research*, Routledge, 2018, pp. 192-202.
- Burchett, J., « FRONTEX et l'interopérabilité des systèmes d'information. Réflexion à propos de l'articulation entre les impératifs de sécurité et de liberté » *in* C. Chevalier-Govers et R. Tinière (dir.), *De FRONTEX à FRONTEX – vers l'émergence d'un service européen des garde-côtes et garde-frontières*, Bruxelles, Bruylant, 2019, pp. 99-114.
- Creta, I. et Weyembergh, A., « Irregular labor Migration and Criminal Sanctions: An Effective Deterrent ? » in P. De Bruycker et L. Tsourdi (eds.), *Research Handbook on EU Migration and Asylum Law*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 2019, forthcoming.
- Dony, M., « La participation de l'UE à la deuxième phase du Protocole de Kyoto (2013-2020) » *in* J. Auvret Finck (dir.), *La dimension environnementale de l'action extérieure de l'Union*, Paris, Éditions A. Pedone, 2018.

- Dony, M., « Le statut d'État membre et la participation à la fonction normative européenne », *in* L. Potvin-Solis, *Le statut d'État membre de l'Union européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2018, pp. 281-314.
- Weyembergh, A., « History of the Police Cooperation and Judicial Cooperation » *in* R. E. Kostoris (ed.), *Handbook of European Criminal Procedure*, Springer, 2018, pp. 174-197.
- Weyembergh, A., « Enhanced cooperation in criminal matters: past, present and future » *in* R. Kert et A. Lehner (eds.), *Vielfalt des Strafrechts im internationalen Kontext, Liber Amicorum fûr Frank Höpfel*, Vienne, 2018, pp. 605-624.
- Weyembergh, A., « Comment on CJEU, 11 February 2003, Criminal Proceedings v. Hüseyin Gözütok and Klaus Brügge, joined cases C-187/01 and C-385/01 » *in* A. Di Martino, L. Mancano et V. Mitsilegas (eds.), *The Court of Justice and European Criminal Law. Leading cases in a contextual analysis*, Oxford, Hart Publishing, 2019, pp. 199-211.
- Sellier E. et Weyembergh, A., « *Criminal Procedural Laws Across the Union – a Comparative Analysis of Selected Main Differences and the Impact They Have over the Development of EU Legislation* », étude pour la Direction Générale des politiques internes - Direction des droits des citoyens et des affaires constitutionnelles, PE 604.977, 2017-2018, 217 pages.

v. Articles dans des revues scientifiques

➢ Revues avec comité de lecture

- Bribosia, E. et Rorive, I., « L'arrêt Coman : Quand la Cour de justice contribue à la reconnaissance du mariage homosexuel », *Journal de droit européen.,* 2018, pp. 344-347.
- Bribosia, E. et Rorive, I., « Chronique 2018 – Droit de l'égalité et de la non-discrimination », *Journal européen des droits de l'homme,* 2019, n°2, pp. 120-140.
- Brière, C., « Le parquet européen : analyse critique d'une réussite tempérée par d'importants défis à relever », *Cahiers de droit européen,* 2019, n° 1, pp. 149-188.
- Brière, C., Muraszkiewicz, J., et Weatherburn, A., « Civil society organisations in counter-trafficking governance : when long-standing interactions lead to solid partnerships », *Journal of Modern Slavery*, Volume 4 (Issue 1), 2018, pp. 180-196.
- Brière, C. et Weyembergh, A, « The Future Cooperation between OLAF and the European Public Prosecutor's Office », *New Journal of European Criminal Law*, 2018, vol. 9, issue 1, pp. 62-82.
- Catteau, F. et Weyembergh, A., « Arrêt *OG et PI* : la notion d'autorité judiciaire d'émission et l'exigence d'indépendance à la lumière de la décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen », *Journal de droit européen*, 2019, pp. 363-366.
- Catteau, F. et Weyembergh, A., « Arrêt « RO » de la CJUE : le mandat d'arrêt européen à l'épreuve de la perspective du Brexit », *Journal de droit européen*, 2019, n° 255, pp 20-22.

- Dony, M., « Conditions et conditionnalité du financement local d'un service d'intérêt économique général », *Revue de l'Union européenne*, 2019, pp. 170-176.
- Fromont, L., « Les défis constitutionnels au sein de l'UEM : les nouveaux instruments de la gouvernance économique européenne », *Revue de l'euro,* Édition d'un numéro spécial « Actes du colloque "Les défis constitutionnels au sein de l'UEM", Bruxelles, 29-30 mars 2018 », n° 53, 2018, https://resume.uni.lu/story/editorial-les-defis-constitutionnels-au-sein-de-luem-les-nouveaux-in.
- Fromont, L., « 'Croix de bois, croix de fer' : le Socle européen des droits sociaux, la promesse d'une gouvernance économique et sociale », *Politéa,* 2019, vol. 35.
- Navasartian, A., « The European Pillar of Social Rights : A true social dimension for the EMU or *poudre de Perlimpinpin? », Revue de l'Euro*, 2019, https://resume.uni.lu/story/the-european-pillar-of-social-rights-a-true-social-dimension-for-the.
- Rizcallah, C., « Arrêt *L. M.* : L'existence d'un risque réel et individualisé de violation du droit fondamental à un tribunal indépendant s'oppose à l'exécution d'un mandat d'arrêt européen », *Journal de droit européen*, 2018, pp. 348-352.
- Rizcallah, C., « Facing the Refugee Challenge in Europe » *in* J. Resnik et C. Ryan (dir.), *Global Reconfigurations, Constitutional Obligations And Everyday Life,* 2018, Volume of Yale's Global Constitutionalism Seminar, Yale Law School, Available at https://documents.law.yale.edu/sites/default/files/gcs2018.pdf, pp. III 40-42.
- Rizcallah, C., « The Dublin System » *in* J. Resnik et C. Ryan (dir.), *Global Reconfigurations, Constitutional Obligations And Everyday Life,* 2018, Volume of Yale's Global Constitutionalism Seminar, Yale Law School, Available at https://documents.law.yale.edu/sites/default/files/gcs2018.pdf, pp. III 25-27.
- Rizcallah, C., « Facing the Refugee Challenge in Europe : a *Litmus Test* for the European Union. A Critical Appraisal of the Common European Asylum System through the Lens of Solidarity and Human Rights », *European Journal of Migration and Law,* 2019, pp. 238-260.
- Rizcallah, C., « La protection des droits fondamentaux dans le cadre du mandat d'arrêt européen : un impératif difficile à mettre en œuvre », *Revue de droit pénal et de criminologie,* 2019, pp. 100-114.
- Rizcallah, C., « Le partage et le respect des valeurs communes : une question de survie pour l'Union européenne » *in* D. Reynié, *L'opinion européenne en 2018,* Fondation pour l'innovation politique, 2019, pp. 35-47.
- Rizcallah, C., « Le principe de confiance mutuelle: une utopie malheureuse ? », *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, 2019, pp. 297-322.
- Rizcallah, C., « The Challenges to Trust-Based Governance in the European Union: Assessing the Use of Mutual Trust as a Driver of EU Integration », *European Law Journal,* 2019, pp. 37-56.
- Rizcallah, C., « The Fragmented Landscape of Fundamental Rights Protection in Europe: The Role of Judicial and Non-Judicial Actors (Book Review of Antonia Barragia et Lorenza Violini (eds.)) », *Common Market Law Review,* 2019, pp. 1150-1153.

- Rizzo, A. et Weyembergh, A., « L'Union européenne, acteur incontournable en matière de garanties procédurales : derniers développements législatifs, jurisprudentiels et leur mise en œuvre en droit belge », *Revue trimestrielle des droits de l'homme,* 2018, n° 113, 2018, pp. 81-125.
- Sellier, E., « Small Steps Towards a Comprehensive Approach After Lisbon : The Common Foreign and Security Policy and the Fight Against Terrorism », *New Journal of European Criminal Law*, 2018, n° 9, pp. 109-137.
- Sellier, E., « The European External Action Service, Counterterrorism and the Imperative of Coherence », *The International Spectator*, 2018, pp 129-151.
- Wieczorek, I., « EU Constitutional Limits to the Europeanization of Punishment: A case on Study on Rehabilitation », *Maastricht Journal of European and Comparative Law,* 2019, https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/1023263X18820692.
- Wieczorek, I., « Punishment, Deprivation of Liberty and the Europeanization of Criminal Justice », *Maastricht Journal of European and Comparative Law*, 2019, https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/1023263X18820817.

➢ **Revues sans comité de lecture**

Dony, M., « Examen de jurisprudence (2012-2018) – Droit économique de l'Union européenne – Première partie : Les aides d'État », *Revue critique de jurisprudence belge*, 2019, pp. 255-432.

2) Participation à des colloques et conférences

i. Communication/rapport

- Bribosia, E., « Human Rights Tectonics – Global Dynamics of Integration and Fragmentation », *conférence organisée à l'Université de Waseda*, Tokyo, Japon, 21 novembre 2018.
- Bribosia, E., « International and European Dynamics in Fostering Inclusive Higher Education », conférence organisée à l'Université de Waseda, *Comparative Regionalism: Human Development in Achieving the SDGs, Leaving No One Behind,* C2C project, Tokyo, Japon, 22 novembre 2018.
- Bribosia, E., Chair of the plenary session « Overarching threads in equality law », participation au Book Panel « The Worldwide #MeToo Movement: Global Resistance to Sexual Harassment » et participation à la « Roundtable, Closing remarks: Lessons From The Study Group's Past and Future Conferences », *Berkeley Comparative Equality & Anti-Discrimination Law Study Group Annual Conference 2019*, University of Stockholm, 17 et 18 juin 2019.
- Bribosia, E., et Rorive, I. (avec la coopération de C. Rizcallah), « Belgium Country Report on Measures to Combat Discrimination – 2018 », pour la recherche dans le cadre du *European network of legal experts in gender equality and non-discrimination,* coordonné par le Migration Policy Group et le Human European Consultancy pour la Commission européenne, mars 2019, https://www.equalitylaw.eu/downloads/4741-belgium-country-report-non-discrimination-2018-pdf-2-92-mb.

- Bribosia, E. et Rorive, I., « Challenges in the Implementation of Inclusive Higher Education – The role of the Equality Law Clinic », EU-Japan Forum *The EU and Japan in a Fluid Global Liberal Order*, Institut d'Études Européennes, Bruxelles, 11 et 12 mars 2019.
- Bribosia, E. et Rorive, I., Organisation et délivrance d'une formation continue à destination des agents rattachés auprès du Défenseur des droits, *Actualités du droit européen de la non-discrimination* (Quatre modules de trois heures sur « Les sources et motifs de discrimination », « Les formes de discrimination interdites », « La discrimination et ses justifications » et « La preuve »), Paris, France, 28 et 29 mars 2019.
- Brière, C., « Do You Have a Hit ? Exchange of Information Between EU Criminal Justice Actors », publication présentée lors de la conférence *La coopération opérationnelle en droit pénal de l'Union Européenne*, Université de Nantes, France, 1er février 2019.
- Brière, C., « The Future of Judicial Cooperation in Criminal Matters Between the EU and the UK » dans le cadre de la conférence *EU External Relations after Brexit – Implications under EU and International Law*, Salamanque, 8 mars 2019.
- Brière, C., « Protecting the EU's Financial Interests Together : Cooperation Between EU Actors » dans le cadre de la conférence *EU and National Criminal Law in Fraud, Corruption, Blockchains : Friends or Foes ?*, Faculté de droit de l'Université de Malte, 24 juin 2019.
- Brière, C. et Weyembergh, A., « OLAF-EPPO Collaboration », *Workshop on the Revision of OLAF Regulation in Light of the Future Cooperation with EPPO*, Département politique des affaires budgétaires pour la commission des affaires budgétaires, Parlement européen, Bruxelles, 11 octobre 2018.
- Brière, C. et Weyembergh, A., « Tensions Regarding Solidarity with Migrants », EUEA Conference co-organisée par l'Institut d'Études Européennes, Warwick University et l'Institut d'Études Européennes de la Vrije Universiteit van Brussel, *Controversial approaches to european solidarity – from burden sharing to integration,* Bruxelles, 6 et 7 juin 2019.
- Burchett, J., « La lutte contre la radicalisation terroriste dans l'UE et en Amérique du Nord » dans le cadre de la conférence internationale organisée par l'Université Laval *Les relations UE-Amérique du Nord en matière de sécurité*, Québec, Canada, 2 novembre 2018.
- Burchett, J., « Le rôle des femmes et des mineurs dans les réseaux terroristes internationaux » dans le cadre du colloque organisé par l'Université de Nancy sur *Les femmes, les mineurs et le terrorisme*, France, 5 décembre 2018.
- Dony, M., « Nouveautés dans la jurisprudence récente sur la question des compétences extérieures de l'UE » dans le cadre de la conférence *Recent Trends in the Case Law of the Court of Justice of the European Union*, E.I.P.A., Luxembourg, 7 décembre 2018.
- Dony, M., « L'avenir de la libre circulation des personnes entre le Royaume-Uni et l'Union européenne » dans le cadre du colloque *Le Traité de Lisbonne 10 ans après : Une Union à la croisée des chemins ?*, Institut d'Études Européennes, Bruxelles, 28 et 29 mars 2019.
- Dony, M., « Enjeux institutionnels de la non-séparation » et « Avenir de la libre circulation des personnes », dans le cadre de la journée d'études *Le puzzle du Brexit*, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, France, 4 avril 2019.

- Dony, M., « L'application de l'article 50 du Traité sur l'Union européenne dans le retrait du Royaume-Uni », dans le cadre du débat *Quel avenir pour les relations entre l'UE et le Royaume-Uni ?*, Université Libre de Bruxelles, Belgique, 7 mai 2019.
- Dony, M., Participation au panel « Démocratie participative et évolution constitutionnelle de l'UE : l'exemple du Brexit » dans le cadre du colloque *Quel avenir pour la démocratie participative européenne ?*, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, France, 23 et 24 mai 2019.
- Dony, M., « Les enjeux institutionnels internes des accords de libre-échange », opening lecture dans le cadre du Rennes Law TTIP Young Researchers Workshop *The New Generation of EU FTAS : External and Internal Challenges*, Université de Rennes, France, 5 et 6 juin 2019.
- Dony, M. et Joncheray, N., « Les mesures de gel d'avoir prises suite au printemps arabe : une projection externe de principes internes qui pose question » dans le cadre de la conférence *L'Union européenne et la Paix. Quelles avancées vers une fédération européenne ?*, Journées Jean Monnet, Université de Caen, France, 22 novembre 2018.
- Fromont, L., « Agora Policy Forum : Prospects for European Solidarity Mechanisms in the Aftermath of the 2019 European Elections », *Controversial Approaches to European Solidarity – From Burden Sharing to Integration, 2nd Biennal EU in European Affairs Conference*, Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, 6 et 7 juin 2019.
- Fromont, L., « European Economic Governance: Towards a Triple A Social Rating », *Controversial Approaches to European Solidarity – From Burden Sharing to Integration, 2nd Biennal EU in European Affairs Conference,* Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, 6 et 7 juin 2019.
- Rizcallah, C., membre du panel « What can Belgium Learn From the ENRESSH Project ? » dans le cadre de la conférence *Current Challenges in the Evaluation of Social Sciences and Humanties*, Bruxelles, 30 avril 2019.
- Sellier, E. et Weyembergh, A., Présentation du projet de recherche « Criminal Procedural Law Across the Union – A Comparative Analysis of Selected Main Differences and the Impact They Have Over the Development of EU Legislation » dans le cadre d'une audition de la Commission LIBE du Parlement européen, Bruxelles, 11 octobre 2018.
- Sellier, E. et Weyembergh, A., « Comparative Study on Criminal Procedural Laws Across the Union – Obstacles to Cross-border Cooperation in Criminal Matters », *51st Plenary Meeting of the European Judicial Network*, Vienne, Autriche, du 21 au 23 novembre 2018.
- Sellier, E. et Weyembergh, A., Présentation du projet de recherche « Criminal Procedural Law Across the Union – A Comparative Analysis of Selected Main Differences and the Impact They Have Over the Development of EU Legislation » dans le cadre du séminaire *National Differences in Detention Conditions as an Obstacle to Mutual Recognition ?*, Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, 21 février 2019.
- Weyembergh, A., « EU Norms Taking or Making? EU-Japan Cooperation in Criminal Matters », *25th International Conference of Europeanists*, Chicago, États-Unis, 29 mars 2018.
- Weyembergh, A., « Avancées récentes du droit pénal européen », *Journée de droit pénal,* Université de Genève, Suisse, 13 septembre 2018.

- Weyembergh, A., « The Curious Case of the EU-Japan Mutual Legal Assistance Agreement » dans le cadre du séminaire *The European Union and Japan in a Fluid Global Liberal Order: Diffusion of Liberal Norms and Inter-Regional Studies* (JSPS Core-to-Core (C2C)), Université de Waseda, Tokyo, Japon, 30 octobre 2018.
- Weyembergh, A., « Consequences of Brexit for European Union Criminal Law », ERA Conference *Post-Brexit Cooperation in Criminal Justice*, Bruxelles, 12 et 13 novembre 2018.
- Weyembergh, A., « The Future of EU Criminal Justice – First Perspectives for 2019-2023 – Introduction », *Meeting of Expert Group on EU Criminal Policy of the European Commission,* Bruxelles, 30 novembre 2018.
- Weyembergh, A., « Criminal Justice Cooperation after Brexit », ERA Conference *Three months to Brexit – Where do we stand ?*, Bruxelles, 6 et 7 décembre 2018.
- Weyembergh, A., « La création et le développement de la coopération opérationnelle en droit pénal de l'UE », dans le cadre du colloque *La coopération opérationnelle en droit pénal de l'Union européenne,* Faculté de droit et des sciences politiques de l'Université de Nantes, France, 1er février 2019.
- Weyembergh, A., « About the EPPO-Eurojust Relation » dans le cadre de la conférence *Integration of the EPPO in the National Criminal Justice Systems: Institutional, Procedural and Cooperative Challenges*, Zagreb, Croatie, 11 et 12 avril 2019.
- Weyembergh, A., « Judicial Review in EPPO Proceedings by National Courts and the CJEU », ERA Conference *Defence in Future EPPO Proceedings*, Trèves, Allemagne, 17 et 18 octobre 2019.
- Weyembergh, A., « Les garanties procédurales accordées aux détenus, un enjeu crucial pour la coopération judiciaire dans l'UE », Journée européenne des avocats, *Prisons : quelles perspectives de renforcement des droits procéduraux ?*, 23 octobre 2019.
- Weyembergh, A., « What Place for Victims in the Criminal Justice System ? (Looking into the Future) », *What Future for Victims' Rights?*, Commission européenne, High Level Experts' Meeting on Victims' Rights, Bruxelles, Belgique, 6 novembre 2019.
- Weyembergh, A., « Les interactions nécessaires de l'EPPO avec Eurojust », Colloque *La création du parquet européen – Simple évolution ou révolution en droit pénal européen ?*, Université de Grenoble, France, 21 et 22 novembre 2019.
- Wieczorek, I. et Weyembergh, A., « EU-Japan Cooperation in Criminal Matters », EU-Japan Forum 2018, Université Libre de Bruxelles et Katholieke Universiteit Leuven, Belgique, 11 et 12 mars 2019.

ii. Présidence de séance/animation comme discutant (non exhaustif)

- Brière, C., présidence pour la conférence *Challenges for the EU Area of Criminal Justice after the European Elections* dans le cadre de l'école d'été du réseau ECLAN, Institut d'Études Européennes, Bruxelles, Belgique, 3 juillet 2019.
- Fromont, L., présidence de panel « Les faiblesses révélées du Traité de Libsonne », *Le Traité de Lisbonne dix ans après : une Union à la croisée des chemins ?*, Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, Belgique, 28 et 29 mars 2019.

iii. Organisation d'événements (non exhaustif)

Les membres du Centre ont organisé de nombreuses conférences et autres événements, qui se sont tenus à Bruxelles au cours de l'année académique 2018-2019.

- Bribosia, E., Fromont, L., Navasartian, A., et Rorive, I., *The Charter of Fundamental Rights and the Protection of Social Rights in Labour*, Projet e-NACT, Université Libre de Bruxelles, Belgique, 4 et 5 octobre 2018.
- Bribosia, E., Leroy, C., Navasartian, A. et Rorive, I., Conférence *Enseignement supérieur inclusif : construisons l'avenir !* et ciné-débat « Infinitely Polar Bear », Université Libre de Bruxelles, Belgique, 29 avril 2019.
- Bribosia, E., Rizcallah, C., Tulkens, F., Van Droogenbroeck, S., Amnesty International et l'Association syndicale des magistrats, Co-organisation de l'après-midi d'études *Independance of the Judiciary and the Access to the European Judge – The case of Turkey*, Université Saint-Louis, Bruxelles, Belgique, 26 novembre 2018.
- Bribosia, E. et Rorive, I., Organisation du cours-conférence de Patrick Charlier (co-directeur d'Unia) *Le rôle des organismes de promotion de l'égalité dans la lutte contre les discriminations en Belgique et en Europe* dans le cadre du cours d'« Approches juridiques des discriminations », 6 décembre 2018.
- Brière, C., Catteau, F. et Weyembergh A., Organisation de la conférence annuelle ECLAN *Brexit and the EU Area of Criminal Justice*, SPF Justice, Bruxelles, Belgique 25 et 26 avril 2019 (150 participants inscrits).
- Brière, C., Catteau, F., Weyembergh A., Organisation de la 16ème édition de l'école d'été *The EU Area of Criminal Justice*, Institut d'Études Européennes, Bruxelles, Belgique, du 1er au 5 juillet 2019 et organisation de la conférence *Challenges for the EU Area of Criminal Justice after the European Elections*, organisée dans le cadre de l'école d'été du réseau ECLAN, Institut d'Études Européennes, Bruxelles, Belgique, 3 juillet 2019.
- Brière C. et Weyembergh A., Organisation du panel « Solidarity in the Context of Migration : an Unachievable Objective » dans le cadre de la conférence *The European Union in European Affairs*, Institut d'Études Européennes, Bruxelles, Belgique, 6 et 7 juin 2019.
- Joncheray, N., Organisation de la *4th Chilling Competition Conference*, sous l'égide de P. Ibanez-Colombo (LES) et A. Lamadrid (Garrigues), en présence notamment de Madame la Commissaire Vestager et Madame la Présidente de Silva, Université Libre de Bruxelles, Belgique, 20 novembre 2018.
- Rizcallah, C. et Van Droogenbroeck, S., « La loi, condition de licéité des restrictions aux libertés publiques » dans le cadre de la conférence *L'exigence de légalité: un principe de la démocratie belge en péril ?*, Bruxelles, Belgique, 7 décembre 2018.

Parmi ces événements, certains ont fait l'objet d'une publicité accrue sur le site du Centre :

- La conférence **« L'indépendance de la justice et l'accès au juge européen : le cas de la Turquie »** (https://cde.ulb.be/lindependance-de-la-justice-le-cas-de-la-turquie/)

Cette conférence, co-organisée par le Centre de droit européen, le Centre interdisciplinaire de recherches constitutionnelles (CIRC) de l'USL-B, le Human Rights Centre de l'Université de Gand (UGent), Amnesty International et l'Association syndicale des magistrats, s'est déroulée le 26 novembre 2018 à l'Université Saint-Louis (USL-B) à Bruxelles .

Emmanuelle Bribosia, directrice du Centre de droit européen, a présidé cet évènement qu cours duquel est intervenue Mme Françoise Tulkens, ancienne vice-présidente de la Cour européenne des droits de l'Homme. Cécilia Rizcallah, chercheuse au Centre de droit européen, est également intervenue avec le Professeur Sébastien van Drooghenbroeck à propos des sources et de la portée du droit à un tribunal indépendant. Leur contribution a ensuite été discutée par le Premier président de la Cour de cassation, Jean de Codt, et par Maître Krenc, avocat et rédacteur en chef de la Revue trimestrielle des droits de l'Homme.

- **L'EU-Japan Forum « The European Union and Japan in a Fluid Global Liberal Order »** qui a eu lieu des 11 et 12 mars 2019 a été co-organisé par l'Institut d'Études Européennes et l'Université de Waseda.

Cet événement a réuni 24 universitaires basés dans l'Union et provenant de 7 universités européennes ainsi que 23 universitaires japonais provenant de 6 universités japonaises.

Emmanuelle Bribosia, Anne Weyembergh, Irene Wieczorek et Céline Cocq, toutes membres du Centre de droit européen, sont intervenues lors du forum.

Sur deux journées, les participants ont pu prendre part à 8 panels, 2 ateliers doctoraux, un forum politique et une conférence publique. Les discussions du Forum aboutiront à une série de publications conjointes au cours des prochaines années. Le programme complet du EU-Japan Forum est disponible ici.

- **Le colloque « Le Traité de Lisbonne 10 ans après: une Union à la croisée des chemins ? »** qui s'est déroulé les 28 et 29 mars 2019.

Cet événement a été organisé par le Blog droit européen, l'Institut d'Études Européennes, la Faculté de droit et de criminologie de l'ULB, l'Institut d'Etudes Européennes de l'Université Saint-Louis et le réseau de recherche Alliance Europa, avec le soutien du F.R.S. – F.N.R.S. Le 1er décembre 2009 entrait en vigueur le Traité de Lisbonne. Le Traité de Lisbonne a notamment permis d'affirmer clairement les valeurs de l'Union de droit et son attachement aux droits fondamentaux, de procéder à une simplification institutionnelle, d'améliorer la lisibilité et la visibilité de l'Union auprès de ses citoyens et de l'équiper pour répondre aux défis contemporains. Dix ans se sont écoulés depuis son entrée en vigueur. Dix années au cours desquelles l'Union européenne a été confrontée à de nombreux défis qui demeurent d'actualité (défis migratoire, économique, politique) et à des dissensions internes (États de l'Est et de l'Ouest, États débiteurs et créanciers, Brexit). Ses forces, à la fois centrifuges et centripètes, détermineront l'Europe de demain.

Le colloque a constitué une opportunité de discuter et de réfléchir aux avancées accomplies ces dix dernières années sous l'empire du Traité de Lisbonne, d'en dresser un bilan et de réfléchir à ses faiblesses et ses possibles améliorations. Plus fondamentalement, en cette période charnière, la conférence a analysé l'avancée du projet européen tout en s'interrogeant sur l'avenir de ce projet.

3) Collaborations extérieures

i. Séjours d'étude ou de recherche à l'étranger

- **Emmanuelle Bribosia :**
  Professeure invitée à l'Université de Waseda, Tokyo, Japon, du 19 au 23 novembre 2018.

- **Louise Fromont :**
  Chercheuse visiteuse à l'Institut universitaire européen de Florence, sous la direction de la professeure C. Kilpatrick, d'octobre à décembre 2018.

- **Cécilia Rizcallah :**
  Chercheuse associée à la Queen Mary University (Londres, Royaume-Uni), sous la direction du professeur V. Mitsilegas, d'octobre à décembre 2018.

ii. Appartenance à des sociétés savantes

- Bribosia, E., membre du Conseil consultatif du Berkeley Center on Comparative Equality and Anti-Discrimination Law (anciennement *Berkeley Comparative Anti-Discrimination Law Study Group*).
- Cocq, C., assistante coordinatrice d'ECLAN.
- Dony, M., membre de l'Académie Royale de Belgique, classe des Lettres et des Sciences Morales et Politiques.
- Joncheray, N., membre fondateur et membre du bureau de l'Association francophone des praticiens en droit de la concurrence (https://lentente.eu).
- Weyembergh, A., membre de l'Académie Royale de Belgique, classe des Lettres et des Sciences Morales et Politiques.

iii. Mandats exercés auprès de revues (y compris comité de lecture) ou dans des maisons d'édition (à titre permanent ou non)

- Bribosia, E., co-directrice (avec Patrick de Fontbressin) de la collection « Droit et justice », aux éditions Anthémis, depuis 2015.
- Bribosia, E., membre du comité de rédaction des *Cahiers de droit européen*, depuis 1999.
- Bribosia, E., membre du comité de rédaction et, en particulier, secrétaire de rédaction du *Commentaire J. Mégret* aux Éditions de l'Université de Bruxelles, depuis 2002.
- Bribosia, E., membre du comité de rédaction du *Journal européen des droits de l'homme - European Journal of Human Rights*, De Boeck – Larcier, depuis 2013.
- Bribosia, E., membre du conseil scientifique de la *Revue belge de droit international,* depuis 2004.
- Bribosia, E., collaboratrice de la *European Anti-Discrimination Law Review*.

- Dony, M., co-directrice (avec François Foret) de la collection « Études européennes » des Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Dony, M., directrice du *Commentaire J. Mégret*, Éditions de l'Université de Bruxelles, responsable de la grande matière « Ordre juridique de l'Union ».
- Dony, M., membre du comité de rédaction des *Cahiers de droit européen*.
- Weyembergh, A., éditrice en chef (avec Paul De Hert, Scott Crosby, Holger Matt et Valsamis Mitsilegas) du *New Journal of European Criminal* Law, depuis mai 2014.
- Weyembergh, A., éditrice générale (avec Katalin Ligeti et Valsamis Mitsilegas) de *EU Criminal Law Series* of Hart Publishing, depuis 2014.
- Weyembergh, A., membre du comité de rédaction des *Cahiers de droit européen*.
- Weyembergh, A., membre du conseil scientifique de la *Revue belge de droit international*.

iv. Missions d'expert ou de consultant

- Bribosia, E., conseillère du Recteur et du Président de l'Université Libre de Bruxelles à la politique de diversité, depuis octobre 2016.
- Bribosia, E., (avec Rorive, I.) à titre de coordinatrice européenne pour l'aspect « religion et convictions » et à titre d'expert national (Belgique) du *European network of legal experts in gender equality and non-discrimination* coordonné par le Migration Policy Group et le Human European Consultancy pour la Commission européenne.
  Voy. les rapports de recherches sur https://www.equalitylaw.eu/.
- Bribosia, E. (avec Rorive, I.), experte externe dans le cadre du contrat-cadre avec le Parlement européen (Civil Liberties, Justice and Home Affairs, Women's Rights and Petitions of the multiple Framework contract IP/G/ALL/FWC/2013-002/Lot 6), depuis 2013.
- Dony, M., consultation pour le Forum sur le financement des Centres de compétences, depuis juin 2016.
- Weyembergh, A., coordinatrice principale du projet GEM-STONES (*Globalisation, Europe and Multilateralism Sophistication of the Transnational Order, Networks & European Strategies*), Marie Sklodowska-Curie actions (2016-2020) – Integrated research and PhD fellowship programme involving 8 degree awarding partner universities, 6 non-academic internship destinations and a publishing house.
- Weyembergh, A., coordinatrice principale du projet IEE-ULB comme Centre d'excellence Jean Monnet axé sur la solidarité dans l'UE et couvrant tant la recherche que l'enseignement, de septembre 2016 à septembre 2019.
- Weyembergh, A., coordinatrice scientifique et experte pour le *Multiple Framework Contracts for Impact Assessement, Evaluation and Evaluation Related Services ; Compliance Assessment and Evaluation of Communication Activities* avec la Commission européenne (DG Justice – partenaires : Deloitte et College of Europe, Bruges), depuis 2016.
- Weyembergh, A., co-promotrice (avec Padfield, N. et Spencer, J., Cambridge) du projet post-doctoral *Reconnaissance mutuelle et droit pénal : un nouveau droit à la liberté est-il nécessaire au sein de l'Union européenne ?*, projet financé par la Fondation Wiener-Anspach (2016-2018).

- Weyembergh, A., en charge avec Paul Bacon (Waseda University) du *Work Package* 1 sur le thème « *Comparative Regionalism between Europe and Asia* » d'un projet financé par le Japon dans le cadre du *JSPS Core-to-Core (C2C) Programme - Advanced Research Networks*, intitulé « The European Union and Japan in a Fluid Global Liberal Order: Establishing an Inter-Regional Studies Centre » (1 avril 2018 - 31 mars 2023).
- Weyembergh, A., experte au sein du *Expert Group on EU Criminal Policy* de la Commission européenne, depuis 2018 (antérieurement membre de l'*Advisory Group* sur *the Future of EU Criminal Justice* établi au sein de la DG JLS de la Commission européenne (2009)).
- Weyembergh, A., responsable d'un des 4 *Work packages* scientifiques du projet précité GEM-STONES, à savoir le WP *Emerald* qui porte sur la capacité institutionnelle de l'UE à externaliser ses préférences et priorités.

v. Autres

- Bribosia, E., conseillère des autorités de l'Université Libre de Bruxelles à la politique de diversité.
- Dony, M., membre du conseil scientifique de la Maison des Sciences de l'Homme et de la Société Sud-Est fédérant 9 laboratoires de recherche en sciences humaines et sociales, installés à l'Université de Nice et à l'Université de Corte en Corse.
- Weyembergh, A., présidente de l'Institut d'Études Européennes, du 15 septembre 2014 au 15 septembre 2019).
- Weyembergh, A., vice-doyenne aux relations internationales, Faculté de droit et de criminologie, depuis le 15 septembre 2019.
- Weyembergh, A., conseillère du recteur de l'Université Libre de Bruxelles pour les relations avec les institutions européennes.

4) Réalisations diverses

i. Enseignements à l'extérieur de l'ULB

- Burchett, J., *L'action de l'UE en matière de lutte contre la radicalisation terroriste*, cours de 2 heures dans le cadre de l'école d'automne de l'Université Laval, Québec, Canada, 30 octobre 2018.
- Dony, M., *Le cadre financier pluriannuel 2021-2027*, séminaire de formation pour les fonctionnaires roumains organisé par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Bucarest, Roumanie, 13 et 14 septembre 2018.
- Weyembergh., A., *Europe's Area of Freedom, Security and Justice: Actors, Challenges and Outcomes*, Fondation Getulio Vargas (FGV), Rio, Brésil, avril 2018.
- Weyembergh, A., *La politique européenne d'immigration et d'asile – Bilan et perspectives*, séminaire de 12 heures organisé par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Bucarest, Roumanie, 18 et 19 octobre 2018.
- Weyembergh, A., *Introduction to EU Criminal Law and its Main Challenges*, cours dispensé à la Faculté de droit de l'Université de Waseda University, Tokyo, Japon, 31 octobre 2018 et novembre 2018.

- Weyembergh, A., *Justice et Affaires intérieures de l'UE*, cours dispensés au Collège d'Europe (Campus de Natolin) dans le cadre du Master en études européennes interdisciplinaires, depuis l'année académique 2017-2018.

ii. Prix, distinctions et marques de notoriété scientifique

- Rizcallah, C., obtention d'une bourse d'excellence WBLWORLD *de la Fédération Wallonie-Bruxelles*) pour la réalisation d'un séjour de recherches de 3 mois à la Queen Mary University London (*Bourse d'excellence WBI.WORLD*
- Rizcallah, C., obtention d'une bourse F.R.S. - FNRS pour la réalisation d'un séjour de recherches à l'Institut universitaire européen à Florence.

iii. Activités de coopération au développement

Non applicable.

iv. Activités de vulgarisation

- Bribosia, E., membre du comité de pilotage de la revue « Esprit Libre » pour l'organisation de l'année des diversités à l'Université Libre de Bruxelles.
  Pour les différents évènements, *voy.* http://diversites.ulb.be/fr.
- Bribosia, E., Damamme, J. et Rorive, I., *Vers une égalité d'accès pour les étudiant·e·s en situation de handicap – Quelles responsabilités de l'Université pour un enseignement inclusif ?,* Carte blanche, Institut d'Études Européennes, 18 juin 2018 https://www.iee-ulb.eu/blog/cartes-blanches/education-etudiants-situation-handicap/.
- Bribosia, E., Ganty, S. et Rorive, I. (sous la dir.), *Armer le droit de la non-discrimination contre la 'pauvrophobie',* rédigé par Anissa Gutierrez Acosta, Germain Haumont et Nabila Nkulufa Mbomba, dans le cadre de l'Equality Law Clinic (Université Libre de Bruxelles), Trimestriel du Forum Bruxelles contre les inégalités, décembre 2019, http://www.le-forum.org/uploads/pauvérité-25-FBLP-web.pdf.
- Bribosia, E. et Rorive, I., *Le mariage entre personnes du même sexe s'invite à la Cour de justice de l'Union européenne : quand la liberté de circulation permet de garantir le droit au respect de la vie privée et familiale*, Justice en ligne, 26 décembre 2018, https://cde.ulb.be/le-mariage-entre-personnes-de-meme-sexe-sinvite-a-la-cour-de-justice-de-lunion-europeenne-quand-la-liberte-de-circulation-permet-de-garantir-le-droit-au-respect-de-la-vie-privee-et/.
- Bribosia, E. et Rorive, I., *Guide pour l'inclusion des étudiant·e·s en situation de handicap dans l'enseignement* supérieur dans le cadre l'Equality Law Clinic (Université Libre de Bruxelles), 29 avril 2019, https://equalitylawclinic.ulb.be/images/Guide_dinclusion.pdf.
- Brière, C., « Can Brexit be Reversed ? The Advocate General's Opinion on the Revocability of Article 50 TEU », *DCU Brexit Institute Blog*, 6 décembre 2018.
- Brière, C., « The Advocate-General Opinion in Wightman : Article 50 Notification to Withdraw from the European Union is Unilateraly Revocable », *European Law Blog,* 6 décembre 2018.

- Burchett, J., « CJEU : European Arrest Warrants and Independence of Public Prosecutors », *EU Law Analysis*, 20 juin 2019.

v. Conférences, participations à des émissions radiotélévisées, rédaction d'articles (dans des revues non scientifiques)

- Dony, M., nombreuses conférences sur le Brexit, notamment pour Hainaut Seniors de Mouscron (29 avril 2019) et de Charleroi (6 mai 2019), ainsi que pour le Collège Belgique au Mundaneum de Mons (9 mai 2019).
- Dony, M., très nombreuses interviews dans la presse écrite et audiovisuelle.
- Weyembergh, A., nombreuses interviews dans la presse écrite et audiovisuelle, tout particulièrement à la suite d'attaques terroristes, dans le cadre de l'affaire Puigdemont ou à propos de la coopération policière et judiciaire en matière pénale.
    - « La coopération en matière pénale entre États membres de l'Union européenne : bilan et perspectives », Académie Royale de Belgique, Classe des Lettres, 1er octobre 2018.
    - « Les relations entre l'Europe et le Royaume-Uni après le Brexit » (avec M. Dony), *Conférence du Collège Belgique*, Mons, 9 mai 2019.

vi. Encadrement de thèse et de recherche

- Bribosia, E., co-promotrice (avec P. De Hert, Vrije Universiteit Brussel) de la thèse de Francisco Mena Perras, *Cour de justice de l'Union européenne et marge nationale d'appréciation : le cas des droits fondamentaux*, PAI, 2013.
- Bribosia, E., co-promotrice (avec I. Rorive) de la thèse de Sarah Ganty, *Intégration choisie. Droit européen de l'intégration des non nationaux·ales : Typologies et analyses critiques*, Mini-ARC, 2012-2019.
- Bribosia, E., co-promotrice (avec I. Rorive) de la thèse de Joseph Damamme, *La responsabilité de l'entreprise et l'inclusion professionnelle des personnes en situation de handicap*, Mini-ARC, 2014-2019.
- Bribosia, E., co-promotrice (avec I. Rorive) de la thèse de Chloé Leroy, *Le manque d'effectivité du droit face aux comportements à caractère sexuel non sollicités dans l'espace public. Une analyse féministe des instruments juridiques et de leur mise en application,* en cours depuis octobre 2018.
- Bribosia, E., co-promotrice (avec A. Van Waeyenberge) de la thèse de Louise Fromont, *La nouvelle gouvernance économique au sein de l'Union européenne à la suite de la crise économique et financière : quelles conséquences pour l'État de droit ?*, F.N.R.S., 2015-2020.
- Bribosia, E., co-promotrice (avec S. Van Drooghenbroeck) de la thèse de Cécilia Rizcallah, *La confiance mutuelle : pierre angulaire de l'espace constitutionnel européen ? Analyse transversale et critique d'un principe fondamental du droit de l'Union européenne*, F.N.R.S., 2016-2020.
- Bribosia, E., présidente du comité d'accompagnement de la thèse d'Élodie Sellier, *Mise en place du principe de cohérence par les acteurs de la lutte anti-terroriste*.

- Bribosia, E., membre du comité d'accompagnement de la thèse de Chiara Ricci, *The Role of Criminal Law in the Enforcement of the EU's External Border Policy,* (co-promotrices : K. Ligeti (Université du Luxembourg) et A. Weyembergh (Université Libre de Bruxelles), en cours.
- Weyembergh, A., co-promotrice (avec J. Spencer et N. Padfield, Cambridge) du projet post-doctoral *Reconnaissance mutuelle et droit pénal : un nouveau droit à la liberté est-il nécessaire au sein de l'Union européenne ?*, projet financé par la Fondation Wiener-Anspach, 2016-2019.
- Weyembergh, A., co-promotrice (avec F. Kuty, Université Libre de Bruxelles) de la thèse d'Anthony Rizzo, *L'influence du droit pénal européen sur le droit pénal belge, plus particulièrement en matière de saisies et de confiscations*, en cours.
- Weyembergh, A., co-promotrice (avec R. Roth, Université de Genève) de la thèse de Céline Cocq, *Enhancing the Effectiveness of Information and Intelligence Sharing in the Association of South East Asian Nations (ASEAN) to Fight Serious Transnational Crime : Towards a Regionalisation in Criminal Matters ?*, en cours.
- Weyembergh, A., co-promotrice (avec K. Ligeti, Université de Luxembourg) de la thèse de Chiara Ricci, *The Role of Criminal Law in the Enforcement of the EU's External Border Policy*, en cours.
- Weyembergh, A., co-promotrice (avec J. Jeandesboz, Faculté de philosophie et sciences sociales de l'Université Libre de Bruxelles) de la thèse d'Élodie Sellier, *The External Dimension of the European Union's Fight Against Terrorism : Governance and Constitutional Challenges* », en cours.
- Weyembergh, A., co-promotrice (avec C. Chevallier-Govers, Université de Grenoble) de la thèse de Julia Burchett, *La lutte contre la radicalisation dans l'Union européenne*, en cours.
- Weyembergh, A., co-promotrice (avec R. Coman) de la thèse de Laura Schmeer, *European Commission Policy Entrepreneurship in the EU's AFSJ. A Case Study of the CEAS and the EPPO*, en cours.
- Weyembergh, A., présidente du comité d'accompagnement de la thèse d'Alain Cusimano, *Ruling GMOs and Pesticides by Comitology: a Procedure Still Fit for Purpose or Politically Inadequate? The Case of the PAFF (Plant, Animal, Food and Feed) Committee*.
- Weyembergh, A., présidente du comité d'accompagnement de la thèse de Cécilia Rizcallah, *Le principe de confiance mutuelle entre États membres : un principe de gouvernance à l'épreuve d'une crise des valeurs*, en cours.
- Weyembergh, A., présidente du comité d'accompagnement de la thèse d'Elisa Narminio (Université Libre de Bruxelles et Université de Waseda), *Combating Child Trafficking Through International Law and Policy : a Multilevel Governance and Transnational Cooperation Approach*, en cours.
- Weyembergh, A., présidente du comité d'accompagnement de la thèse de Nicolas Joncheray (Université Libre de Bruxelles), *What Does the Autonomy of EU Law Stand For*, en cours.
- Weyembergh, A., membre du comité d'accompagnement de la thèse de Mona Giacometti (Université Catholique de Louvain), *La récolte interétatique de preuves au sein de l'Union européenne*.

IV. PROJETS SCIENTIFIQUES

1) Ouvrages et articles en cours de publication

a. Ouvrages

- Brière, C., *The external dimension of the EU's policy against trafficking in human beings*, monographie acceptée pour publication, Oxford, Hart Publishing.
- Sellier, E. et Weyembergh, A. (eds.), *Criminal procedures and cross-border cooperation in the EU'S area of criminal justice: Together but apart?*, Bruxelles, Presses Universitaires de Bruxelles, à paraître.

b. Articles

- Bribosia, E. et Rorive, I., « Convention sur l'élimination des discriminations à l'égard des femmes et Pactes onusiens : quel potentiel pour les droits des femmes ? » in D. Bernard et C. Harmel (sous la coord.), *Code commenté – Droits des femmes* (à jour au 1er décembre 2019), Bruxelles, Larcier, 2020, à paraître.
- Bribosia, E., Hislaire, J. et Rorive, I., « Article 20 » *in* F. Picod, C. Rizcallah et S. Van Drooghenbroeck (dir.), *Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Commentaire article par article,* Bruxelles, De Boeck, 2ème édition, 2020, sous presse.
- Bribosia, E., Hislaire, J. et Rorive, I.,« Article 21 » *in* F. Picod, C. Rizcallah & S. Van Drooghenbroeck (dir.), *Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Commentaire article par article,* Bruxelles, De Boeck, 2ème édition, 2020, sous presse.
- Bribosia, E., Leroy, C. et Rorive, I., « #Metoo in Belgium » *in* A. Noël et D. Oppenheimer (eds.), *The Worldwide #MeToo Movement: Global Resistance to Sexual Harassment*, 2019, soumis pour publication.
- Brière, C., « Inter-agency cooperation in the protection of the EU's financial interests : exploring the new legal framework applicable » *in* I. Sammut et J. Agronovska (eds.), *Implementing and Enforcing EU Criminal Law*, Boomuitgevers, Den Haag, à paraître.
- Brière, C., « Transnational Responses to Human Trafficking in the European Union and the Council of Europe Member States » *in* A. Engel., S. Miettinen et R. Pereira (eds.), *The Governance of Criminal Justice in the European Union: Transnationalism, Localism and Public Participation in an Evolving Constitutional Order,* Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 2020, forthcoming.
- Brière, C., « The future of judicial cooperation between the EU and the UK » (titre provisoire) *in* J. Santos Vara et R. A. Wessel (eds.), *Research Handbook on the International Dimension of Brexit*, Routledge, 2020, forthcoming.
- Brière, C., « Do you have a hit? Exchange of information between EU criminal justice bodies and agencies » in C. Billet et A. Turmo (eds.), *La coopération opérationnelle en droit pénal de l'Union européenne,* Larcier, 2020, à paraître.

- Brière, C., Catteau, F. et Weyembergh, A., « Chronique de la jurisprudence de la Cour de justice de l'UE en droit pénal européen (2014 – 2019) », *Cahiers de droit européen,* à paraître.
- Catteau, F. et Weyembergh, A., « L'extradition des citoyens européens vers des pays tiers : quels enseignements tirer des arrêts Petruhhin et suivants ? », *Cahiers de droit européen*, à paraître.
- Catteau, F. et Weyembergh, A., " L'extradition des citoyens européens vers des pays tiers : quels enseignements tirer des arrêts Petruhhin et suivants ? ", Chroniques de droit européen, 2019, à paraître.
- Weyembergh, A., « La création et le développement de la cooperation opérationnelle en droit pénal de l'UE » *in* C. Billet et A. Turmo (eds.), *La coopération opérationnelle en droit pénal de l'Union européenne,* Larcier, 2020, à paraître.
- Weyembergh, A., « La coopération pénale dans l'Union européenne : de mécanismes classiques marqués par le principe de la territorialité nationale à la mise sur pied d'un « territoire pénal européen ? » *in* L. Potvin Solis (ed.), *Les enjeux territoriaux des objectifs de sécurité de l'Union européenne*, Bruxelles, Bruylant, collection "Colloques Jean Monnet", à paraître.
- Weyembergh, A., « Infiltration and Controlled Deliveries » *in* K. Ligeti (ed.), *The Future of Prosecution in Europe*, vol. 2, Oxford, Hart Publishing, 2020, forthcoming.
- Weyembergh, A. et Wieczorek, I., « The Curious Case of the EU-Japan Mutual Legal Assistance Agreement: an Analysis of the Negotiations and its Implementation Ten Years After it was concluded », soumis à la *Common Market Law Review*.

2) Projet(s) collectif(s)

Le Centre de droit européen continue les projets collectifs qui se déroulent dans le cadre des deux réseaux européens accueillis en son sein.

Ainsi au cours de l'année académique 2018-2019, le réseau ECLAN et le réseau Odysseus continueront leurs activités annuelles (séminaires doctoraux, écoles d'été et conférences annuelles), qui sont détaillées plus haut. Pour plus d'informations, voir les sites du réseau ECLAN (https://eclan.eu/en) et du réseau Odysseus (https://odysseus-network.eu).

- ***Equality Law Clinic***

Rattachée au Centre Perelman de philosophie du droit et au Centre de droit européen de l'Université Libre de Bruxelles (ULB), *l'Equality Law Clinic* (ELC) offre à des étudiants sélectionnés de Master 2 un stage de recherche destiné à approfondir leurs compétences juridiques en travaillant sur des cas réels en droit de la non-discrimination dans une perspective transnationale. Afin de combiner le volet théorique et pratique, l'ELC favorise une approche transdisciplinaire qui ancre les problèmes juridiques dans leur contexte socio-économique. L'objectif consiste tant à donner aux étudiants une expérience universitaire unique qu'à contribuer concrètement à la promotion de l'égalité et de la justice. Les langues de travail de la clinique sont le français et l'anglais.

Les étudiants suivent un module général et un module spécifique qui regroupent des cours, des séminaires et des conférences dispensés par des académiques et des praticiens engagés dans les droits humains et le droit de la non-discrimination. À l'issue du stage de recherche, les étudiants réalisent une contribution originale de nature à épauler les individus concernés ainsi que les organisations partenaires, qu'elles soient locales ou globales. La nature de cette contribution dépend du cas traité et est définie en concertation avec les acteurs de terrain : tierce intervention devant une juridiction ou une instance régionale ou internationale, guide pour les praticiens, code de conduite, rapport thématique, *etc*.

La clinique a été créée en octobre 2014 dans le cadre du Pôle d'attraction interuniversitaire *The Global Challenge of Human Rights Integration : Towards a Users' Perspective* qui analyse les droits humains dans une perspective intégrée. La clinique est également associée au projet *Berkeley Comparative Anti-Discrimination Law Study Group*.

Un site Internet a été inauguré en septembre 2018.

L'*Equality Law Clinic* a été finaliste pour le **prix Régine Orfinger-Karlin**, avec l'Association Aquarelle et l'asbl le Poisson sans Bicyclette. Tous les 2 ans depuis 1996, la Ligue des droits humains décerne le Prix Régine Orfinger-Karlin, du nom de cette résistante de la seconde guerre mondiale, avocate et première femme admise au Barreau d'Anvers. Ce prix récompense une personne ou une association qui s'est distinguée par son action militante en faveur des droits humains en Fédération Wallonie-Bruxelles, en particulier en faveur de groupes vulnérables ou minoritaires. Les trois associations ont été invitées à la cérémonie de remise du prix qui a eu lieu à la Bibliothèque Solvay à Bruxelles, l'après-midi du dimanche 9 décembre 2018.

Durant l'année académique 2018-2019, les travaux de l'ELC ont principalement porté sur l'inclusion des personnes en situation de handicap dans l'enseignement supérieur. L'ELC a bénéficié d'une subvention du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles en vue de finaliser la réalisation du Guide de bonnes pratiques pour l'inclusion des étudiant·e·s en situation de handicap. Ce Guide de bonnes pratiques visait à atteindre trois objectifs :

1. **Réunir dans un même instrument les dispositions juridiques pertinentes** s'appliquant à l'ULB, destinées à garantir l'égalité de traitement des étudiants en situation de handicap. Ce rappel des règles déjà applicables est enrichi par des illustrations permettant de les rendre plus accessibles et d'apporter un éclairage sur leur application pratique dans le contexte universitaire.

2. **Faire état**, sur la base d'une étude de droit comparé, **des « bonnes pratiques »** existantes ou à développer en vue de faciliter la mise en œuvre des droits des étudiants en situation de handicap au sein de l'ULB.
3. **Constituer un outil de référence** pour tous les acteurs de la communauté universitaire susceptibles d'être concernés : étudiants, personnels enseignant et administratif, et plus généralement, toute personne travaillant sur les campus universitaires.

Le Guide de bonnes pratiques a été officiellement présenté lors de la conférence **« Enseignement supérieur inclusif : construisons l'avenir ! »** le 29 avril 2019 à l'ULB et est disponible sur le site de l'ELC. Cette conférence fut suivie de la projection du film « Infinitely Polar Bear » ainsi que d'un débat (*cfr*. *infra*). Retrouvez la capsule vidéo de présentation du Guide ici.

Outre cette thématique, l'ELC a également travaillé sur :

- les droits des personnes intersexes (collaboration avec l'ASBL Genres pluriels) en élaborant un Mémorandum intitulé « Pour une reconnaissance par la Belgique des droits fondamentaux des personnes intersexes ».
- la lutte contre la pauvrophobie (collaboration avec le Forum bruxellois de lutte contre les inégalités).
- le droit au loisir des enfants en situation de handicap (collaboration avec l'ASBL Badje).
- la lutte contre la discrimination intersectionnelle à l'égard des femmes voilées (collaboration avec la Ligue des droits humains et le cabinet Quartier des libertés).
- la mise sur pied d'un *testing* permettant de favoriser la preuve de certains types de discriminations (collaboration avec UNIA).

L'*Equality Law Clinic* continue également d'organiser des ciné-débats à raison d'une ou deux séances par année académique.

Ainsi, le 29 avril 2019 a eu lieu la projection du film « Infinitely Polar Bear » qui a été suivi d'un débat mené par Nicole Gallus (avocate en droit familial et professeure à l'ULB) et Lætitia Nagiel (psychologue chez Psycampus à l'ULB) et modéré par les étudiants de l'ELC.

- ***Refugee Law Clinic***

La *Refugee Law Clinic* (RLC), rattachée à l'*Equality Law Clinic*, existe maintenant depuis 3 ans. Elle consiste à confier à des étudiant·e·s de Master en droit de l'ULB sélectionné·e·s sur base d'un CV et d'une lettre de motivation, des dossiers réels de demande d'asile, afin qu'ils/elles se chargent d'en rédiger la lettre d'accompagnement (pour plus d'infos : https://equalitylawclinic.ulb.be/refugee-law-clinic.html). Cette lettre est ensuite utilisée par l'avocat·e responsable du dossier pour introduire une demande auprès des autorités d'asile. Cela amène les étudiant·e·s à rencontrer le/la demandeur·euse et à discuter avec lui/elle à plusieurs reprises, à rédiger son récit de vie, à mener des recherches fouillées et aussi exhaustives que possible sur des problématiques juridiques, sociologiques, culturelles et ethniques, afin de pouvoir ajouter au dossier des éléments nouveaux pertinents.

La clinique est active durant toute l'année, mais ses activités se répartissent de la façon suivante : la première partie de l'année académique est consacrée à la mise en place du projet, et la deuxième partie du quadrimestre au travail de fond sur les dossiers d'asile qui ont été confiés.

Cette année académique 2018-2019, **la *Refugee Law Clinic* a accueilli 39 étudiant·e·s**. Répartis en binômes, ils/elles ont travaillé sur des dossiers de première demande et des dossiers de demandes ultérieures. La *Refugee Law Clinic* étant liée à l'*Equality Law Clinic*, les cas pratiques présentaient majoritairement un lien avec les questions de genre (ex : persécutions invoquées liées à un mariage forcé, à une orientation sexuelle, à des mutilations génitales, *etc*.) mais pas exclusivement.

Le corps enseignant de la *Refugee Law Clinic* a dispensé aux étudiant·e·s **quelques heures de cours théoriques** consacrées au droit d'asile en Belgique. Un syllabus a également été mis à leur disposition. S'en sont suivis des **séminaires hebdomadaires** dédiés à l'administration générale des cas, à la formation des étudiant·e·s et au suivi des travaux.

Pour permettre aux étudiant·e·s d'être suffisamment outillé·e·s, **la *Refugee Law Clinic*** a également organisé, en février 2019, **une conférence** à l'approche holistique sur deux soirées intitulées : **« Le droit d'asile en bref : les bases du système belge expliquées par des praticiens »**. Cette conférence avait pour but de dispenser les bases du droit d'asile en Belgique à un public non averti mais aussi d'entendre des expériences et témoignages de praticien·ne·s dans différentes matières périphériques en lien avec l'asile (médecin, écrivain public, psychologue, magistrat, agent du HCR, *etc*.). Au-delà de nos étudiant·e·s, la conférence était également ouverte au public afin de faire bénéficier des bénévoles et autres acteur·rice·s de terrain de ces échanges enrichissants. Les exposés des intervenant·e·s ont été diffusés sur Internet (podcasts) afin d'en faire bénéficier le plus grand nombre.

Les 10 et 11 mai 2019, les étudiant·e·s ont enfin présenté leurs travaux. Dans l'ensemble, les **résultats sont excellents**. Les étudiant·e·s ont très bien assimilé la matière du droit belge des étrangers à travers leur investissement dans des dossiers réels d'asile. Les avocat·e·s étaient à nouveau très satisfait·e·s du travail des étudiant·e·s.. **Six dossiers** dans lesquels des étudiant·e·s ont travaillé et pour lesquels une décision nous a été notifiée (le reste des dossiers sont toujours pendants devant les autorités d'asile) **ont débouché sur la reconnaissance de la qualité de réfugié·e**. Ajouté aux retours positifs des avocat·e·s impliqué·e·s dans le projet, ces résultats témoignent du fait que les étudiant·e·s ont réellement intégré la matière et sont capables, une fois leur diplôme en poche, de travailler sur ce genre de problématiques, armé·e·s de cette **plus-value pratique inestimable dans le monde du travail.**

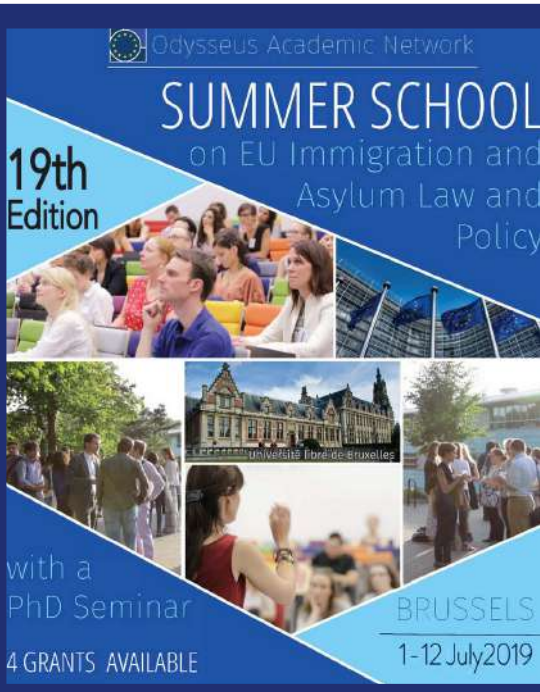
L'***Equality Law Clinic*** et la ***Refugee Law Clinic*** ont toutes deux participé au **concours « Les 70 ans de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme »** organisé par l'Association pour les Nations Unies (APNU).

La Déclaration universelle des Droits de l'Homme (DUDH) a fêté son 70ème anniversaire le 10 décembre 2018. À cette occasion, l'Association pour les Nations Unies a lancé la campagne « La Déclaration universelle des Droits de l'Homme, tout un programme ! » à destination des jeunes de la Fédération Wallonie-Bruxelles âgés de 10 à 30 ans. L'objectif de cette campagne est de promouvoir auprès des jeunes les valeurs universelles promues par la Déclaration et la citoyenneté.

Dans le cadre de cette campagne, l'APNU a organisé un appel à projets à destination des établissements d'enseignement primaire, secondaire, supérieur et universitaire et des allocations de jeunesse. Les jeunes prenant part à ce projet étaient invités à choisir un article de la DUDH et à présenter une façon d'améliorer sa mise en œuvre.

L'*Equality Law Clinic* et la *Refugee Law Clinic* de l'ULB ont eu le plaisir de participer à ce concours. L'ELC y a présenté son projet « Toilettes non-genrées à l'ULB » et la RLC y a mis en avant l'engagement de ses étudiant·e·s dans la défense des droits des demandeur·se·s de protection internationale. Ces efforts ont été couronnés de succès. L'ELC a remporté le premier prix de sa catégorie, soit un voyage à New York et la RLC le second prix, soit un voyage à Genève, avec visites des institutions onusiennes.

Le 29 mai 2019, l'*Equality Law Clinic* et la *Refugee Law Clinic* ont également remporté, avec la clinique des droits de l'homme, **les Prix de pédagogie Socrate de l'ULB.** Ces prix ont pour objet de récompenser annuellement des membres du corps enseignant de l'ULB qui se distinguent particulièrement par la qualité exceptionnelle de leur enseignement, par leur créativité et leur investissement dans le domaine didactique, par leur capacité à mettre en valeur le résultat de leurs recherches dans leur enseignement, ainsi que par leur écoute de l'étudiant et/ou, en l'espèce, de façon collective, des responsables académiques d'initiatives collectives de nature pédagogique, innovantes et remarquables.



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2018-2019

Centre de droit européen